Introduction : « tout bouge… »

I. 100 experts et 2 ans pour formuler 4 questions majeures, documentées.

A. La première pierre : le séminaire de lancement

B. Quatre soirées de mise à niveau

C. Pister les bonnes questions : le séminaire productif

D. Quatre questions triées sur le volet

II. L'atelier : 21 jeunes professionnels de 13 nationalités différentes.

A. Six visites de terrain

B. Quatre propositions

C. Complémentarités et positionnement partagé

III. Le jury devant la génération d'après.

A. Prises de connaissances

B. Délibérations

C. Productions de jury et prises de position de participants :

IV. Et maintenant, on fait quoi, ensemble ?

V. Synthèse du document

Tout bouge

« Tout bouge,-l'agriculture, le travail, le numérique..., de façon imprévisible mais continue et tout se dérègle,-le climat en premier lieu-. La métropole parisienne est à l'orée de grands changements mais ne semble pas être munie d'une vision précise, alors que l'histoire a montré que celles-ci inscrivent durablement leur marque dans le territoire : Paris et les espaces verts d'Alphand au XIXème siècle, les métropoles d'équilibres et les villes nouvelles au XXème. »

150 ans après le baron Haussmann, 50 ans après Paul Delouvrier, le regard sur l'avenir laisse perplexe l

Le Baron n'avait pas prévu l'automobile, le haut fonctionnaire la pilule. Mais l'un et l'autre ont su regarder loin pour mieux décider l'avenir immédiat, l'un et l'autre ont su prendre la mesure de la région capitale, pour dimensionner son développement à long terme et sa spatialisation.

Aujourd'hui s'il est vital d'anticiper l'explosion de la « cocotte minute climatique »dans laquelle nous sommes tous, force est de constater que Tout bouge :

- les modes de vies liées aux révolutions numériques qui agissent sur le travail, la mobilité, l'habitat
- la démographie ou plutôt les poids de population au niveau mondial et dans leurs répartitions géographiques, imprévisibles, liée aux flux migratoires mais aussi aux besoins essentiels d'ordre biologique : respirer, se loger.
- Les échelles de territoires : les espaces vécus ne sont pas ceux déterminés par les frontières locales ou régionales ; les distances ont changé de nature.
- Les déterminants traditionnels du progrès,-à commencer par la question des équités sociales-, ne sont plus fédérateurs. Mais où sont les nouvelles modernités ?

La RIF ne peut plus s'enfermer dans des limites qui n'ont plus de sens.

D'autant que ces mouvements entrainent des dérèglements de toutes natures :

- les campagnes désertifiées
- des métropoles écrasantes et tentaculaires et des sentiments de saturation.
- l'omniprésence de « l'économique »
- des évènements climatiques extrêmes : la nature reprend le dessus.
- le tout numérique qui écrase les rapports sociaux
- la beauté qui n'est plus un aspect du réel.
- ….

L'exercice proposé par les Ateliers est d'amorcer une réflexion : il en restera, comme à l'accoutumée, à tenter de produire de bonnes questions aux bonnes échelles de territoire et des idées pour ceux qui en trouveront l'utilité et s'en empareront pour agir. Mais encore ?

Lors de la préparation, deux séminaires et 4 soirées métropolitaines ont pour objectif d'enrichir les débats et l'atelier proprement dit à partir des situations et des dires d'experts internationaux de métropoles. La Question posée tout au long : « *vous êtes en responsabilité de la Région Capitale, vous faites quoi ?* », a le mérite de mettre nos invités en situation, devant un parterre d'experts.

Sont attendues de cette préparation une identification des consensus et des désaccords par thème mais surtout de la matière triée et des questions, adressées aux participants.

Pour un exposé de la montée des données et réflexions de cet atelier, voir « un feuilleton pour l'été » : http://agirlocal.org/un-feuilleton-pour-lete-latelier-la-vie-dans-les-metropoles-au-xxieme-siecle/

I-100 experts et 2 ans pour formuler 4 questions majeures, documentées.

La première pierre : le séminaire de lancement

Institut d'aménagement et d'urbanisme, Paris, 25 septembre 2017, initiative Bertrand Warnier

Au séminaire d'introduction, invités à penser la vision à construire, les intervenants planchent sur trois thèmes. La métropole et ses habitants face au gigantisme/ le numérique, un défi pour l'intelligence collective / les métropoles face au défi climatique.

La professeur Chinoise fait découvrir Harbin, son froid polaire, le traitement de ses espaces publics et la façon de traiter la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'ex urbaniste en chef de l'agence SOM raconte comment il a rencontré les maires des villes des grands lacs Michigan-Ontario de part et d'autre de la frontière USA-Canada autour de la ressource en eau. Cette démarche a conduit à la création de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint Laurent pour des actions communes.

Notre référent climat explique l'escalier de la conviction de la COP 21 et cite un chiffre : passé un pour mille convaincus, une politique publique emporte l'adhésion de la population.

Il y aussi des contributions sur les prévisions démographiques de l'Île-de-France, la politique urbaine de Mexico, sur le rapport sur la smart city à l'Assemblée Nationale, l'intelligence collective et le numérique, les évolutions des modes de transport.

Et des débats…

On y pointe :

La contradiction entre le désir de proximité et le gigantisme avec sa conséquence, la distance domicile-travail,

La contradiction aussi entre la recherche éperdue de profits des entreprises du numérique et la liberté, la vie privée de tout un chacun,

Plus encore l'écart entre l'insouciance de la classe moyenne mondiale et le mur climatique, tout près, devant nous.

Cette phase de l'atelier n'est qu'une entrée en matière. Le fruit qui en sort est vert mais prometteur : ces premiers ingrédients de la session permettent d'engager le processus de construction de visions en provenance de personnes jeunes, venant de tous les continents.

En commençant par nourrir la réflexion avec 4 soirées métropolitaines :

A. Quatre soirées de mise à niveau :

Ce sont 4 membres du comité d'orientation scientifique des Ateliers qui prennent la responsabilité de l'organisation de ces soirées, voulues par Bertrand Warnier : intervenants, contenus et enrichissements attendus.

a. La transition écologique et solidaire :

Toit de la Grande Arche de la Défense, 8 février 2018, Jean-Michel Vincent

Comment réinventer au quotidien un métabolisme des villes et territoires existants plus sobre, plus inclusif, intégrant exigences de conforts et vitesse nécessaire pour échapper au mur climatique ?
Comment rendre la ville flexible, adaptable aux flux de population, à la vitesse nécessaire à un contexte incertain, mouvant ?
Peut-on traiter la transition écologique et l'inclusion, l'une par l'autre ? Avec quelle traduction urbaine et rurale ? Quelle articulation du bottom up et du top down ?

Jean-Michel Vincent, ex directeur du développement durable Île-de-France : 80 % des gaz à effet de serre sont émis par 2 milliards d'individus sur les 7,5 que compte la planète : la classe moyenne mondiale, celle qui vit avec plus de 10$ par jour et par personne. Elle tient son sort entre ses mains, celui des autres avec. http://agirlocal.org/la-vie-au-xxi-eme-siecle/

Jean-Claude Jancovici a construit entre autres le bilan carbone pour l'ADEME : la croissance et l'emploi sont liés à la consommation d 'énergies, fossiles en l'occurrence. La baisse de l'emploi conduit aux populismes. https://thinkerview.com/jean-marc-jancovici-anticiper-leffondrement-energetique/

RittBjerreggard, ex maire a lancé Copenhague zéro carbone, au sortir de l'échec de la COP 15: si on veut, on peut changer le métabolisme d'un territoire jusqu'à le rendre zéro carbone. Le maire qui se déplace en vélo, pousse les citoyens à faire de même. https://www.c40.org/profiles/2013-copenhagen

Le chef de projet du plan climat de Paris, Yann Françoise : Dans la foulée de la COP 21 dite de Paris, un millier de maires réunis par Anne Hidalgo, se sont engagés à la neutralité carbone d'ici à 2050. Le Plan Climat de Paris, adopté le 22 Mars 2018, prend en compte la totalité des émissions, importations incluses avec un objectif zéro émissions carbone mais aussi une ville juste, inclusive, respirable et résiliente en 2050, avec un objectif intermédiaire en 2030. Resteront en 2050, 20% d'émissions résiduelles, compensées à terme par 7 milliards d'euros, ouverts à la coopération avec des territoires périurbains et ruraux. https://api-site-cdn.paris.fr/images/100009

Julien Dossier, président de Quattrocento,bureau d'étude spécialisé dans les territoires zéro carbone : notre modèle économique est à côté de la plaque. Il faudrait penser autrement notre appareil industriel par exemple pour permettre la transformation, la réutilisation de moteurs thermiques des voitures pour d'autres usages. Une des clés du problème se trouve dans un récit participatif et inclusif, « la fresque du bon gouvernement » de Sienne, revisitée.
https://docs.wixstatic.com/ugd/d42773_d11ddf795a4e4a1f8e735a410fb32dec.pdf

L'expérience d'un industriel des éco-énergies, André Joffre,président d'un bureau d'études spécialiste de projets photovoltaïque, Tecsol : le prix du panneau solaire en €/Wc, en chute libre, a croisé le prix de l'électricité nucléaire : parce que le silicium n'est pas une terre rare mais un matériau banal. La puissance photovoltaïque installée cette année dans le monde est l'équivalent de la pointe de consommation de la France un soir d'hiver rude et doublera d'ici 2023. L'autoconsommation groupée, la batterie de la voiture électrique, la blockchain, répartiront demain l'offre d'électricité solaire dans la journée pour répondre à la demande : http://tecsol.blogs.com/mon_weblog/

L'auteur du livre « ces maires qui changent tout », *Mathieu Rivat :* il montre la pertinence de l'échelon municipal pour mettre en œuvre activement la transition écologique et solidaire, au plus près des habitants. Dans six communes, une forte volonté des élus a permis le développement de projets de transition écologique et solidaire : villages, petites villes, grandes villes. Production d'électricité solaire, maraichage

développeur d'emplois, précarité énergétique et isolation thermique, la démonstration est faite que les solutions aux questions écologique et sociale peuvent se nourrir l'une l'autre. Ed Actes Sud.

Les débats pointent la nécessité de politiques articulant gouvernements et initiatives locales, le défi culturel que posent les comportements, la nécessité de traiter la transition écologique et l'inclusion, l'une par l'autre, pour échapper à la menace climatique.

b. Habiter-travailler-mobilités

Open Lab Hub Icade, Issy les Moulineaux, 8 mars 2018, Marie-Marie Penicaud.

Comment les nouvelles formes de travail feront elles évoluer les modes de vies? La structure des villes doit elle et peut elle s'adapter à ces nouveaux rythmes et ces nouvelles dynamiques spatiales et de l'emploi? Sera t il nécessaire de se déplacer? La proximité est elle la solution?
Comment une métropole pourrait elle se structurer autour des deux fonctions essentielles que sont habiter et travailler? Les nouveaux usages métropolitains nous emmènent-t-ils vers la fin des centralités? Comment organiser cette dilatation de l'espace et du temps?
Quel modèle de société en filigrane? Quelle gouvernance face à l'influence grandissante des groupes privés sur le métabolisme urbain? Quelle participation du citoyen dans ce nouveau monde?

Selon Astrid Sultan, responsable projet « Immobilier 3.0 » chez Icade, les enseignements que l'on peut tirer des nouveaux espaces de travail tels que les Flex Offices ou encore les tiers-lieux (espaces de coworking, hôtels d'entreprises, pépinières, etc.) se situent plus du côté des personnes que des espaces en eux-mêmes. En quoi la malléabilité de ces espaces nous informe-t-elle sur les nouvelles manières de travailler, comme le nomadisme ou le télétravail ? Selon elle, les nouveaux lieux (espaces partagés, fablabs, etc.) dont la programmation se fait en fonction des usagers seraient issus de la tradition des « commons » d'Europe du Nord. La co-construction des tiers-lieux ferait ainsi état d'une nouvelle forme de co-construction de la ville de demain.

Mathieu Saujot est coordinateur de l'initiative « Lier Transitions numérique et écologique » à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Il travaille sur l'intersection entre ville numérique et ville durable et coordonne notamment le projet « Audacities » mené avec la FING sur la gouvernance de la ville numérique réelle et le projet « New Mobility, Clean Mobility » de prospective de la mobilité autonome et partagée au sein de l'IDDRI. Selon Mathieu Saujot, s'interroger sur la vie dans les villes de demain implique de s'intéresser à l'innovation, et à distinguer les écarts entre promesses et réalité. Il questionne l'imaginaire de régulation omnisciente et son impact possible sur les libertés individuelles.

Selon Guillaume Faburel, professeur en études urbaines, Université Lyon 2 et Ecole Urbaine de Lyon, chercheur à l'UMR Triangle et au Labex Intelligences des Mondes Urbains, auteur du livre – Les métropoles barbares - il s'agit de tenir compte du fait que les expériences de métropolisation sont inégalitaires. Bien que les profils sociaux soient assez homogènes au sein des métropoles, les 3/4 de la population française ne souhaitent pas aller dans cette direction. Il faut donc selon lui s'interroger sur : comment fabriquer du « commun » ? Comment nous plaçons-nous collectivement face à la révolution numérique et à l'emballement des mutations urbaines ? Face au néo-productivisme urbain ? Et en quoi fabriquons-nous les conditions d'habiter avec ça ?
Selon lui, le phénomène de métropolisation qui est largement engagé ne produirait pas de modèle plus démocratique ni plus intégrateur, bien au contraire il produirait de l'exclusion en s'appuyant sur le modèle mimétique de la ville-monde,-modèle de ville libérale -, dans lequel beaucoup de personnes ne se projettent pas.

Les échanges avec la salle qui ont suivi ont permis d'échanger sur la question des temporalités de la ville, le statut de l'espace public au regard de la privatisation de la production urbaine, les notions d'économie d'échelle dans les villes au regard de celles de collaboration et de partage, ou encore sur les manières d'inclure les usagers des lieux dans la fabrication de la métropole du futur pour construire des récits communs autour de l'habitabilité des espaces urbains.

c. Le numérique, fin en soi ou moyen ?

Ecole Telecom Paritech, Paris, 31 mai 2018, Frédérique Vincent.

La soirée avait pour but de discuter de la manière dont les nouvelles technologies et notamment les outils numériques peuvent contribuer à construire une intelligence collective au service de la fabrication de la ville.
Comment le numérique peut-il être une opportunité pour les territoires de favoriser l'intelligence collective, en mettant en application les nouveaux rapports entre citoyens et institutions, entre collaboration et compétition, initiatives personnelles, collectives et citoyennes,...?
Quelle place à la protection des données personnelles? Quelle place pour la liberté? La cybersécurité?

Luc Belot est directeur général de HUB5, filiale dédiée aux questions numériques et à l'innovation du groupe Réalités, ancien député et rapporteur du rapport « De la smart city au territoire d'intelligence(s). L'avenir de la smart city ». Son intervention a permis de questionner le sens de la smart city et toutes les questions qu'elle implique en termes de data, open source, IOT, etc., comme notamment le droit à la protection des données personnelles. Selon lui, bien que l'on parle beaucoup de smart cities, on observe peu de réalisations concrètes dans les actions menées sur les territoires. En dépit de la volonté des collectivités territoriales de se projeter dans l'usage du numérique, il considère que les cadres territoriaux ne sont pas formés à ce sujet. Pour autant, il incite à s'emparer des nouvelles opportunités offertes par les technologies numériques pour l'aménagement territorial – éclairage, mobilité, etc. – tout en gardant en tête trois principes directeurs : la gouvernance – qui ne doit pas être laissée aux grands groupes comme Google -, la souveraineté – ces outils doivent être maîtrisés par les collectivités – et l'inclusion – l'intégration des citoyens au processus.

Une vidéo d'Alain renk, associé fondateur d'Urban Fabric Organisation, a été projeté. Leur devise: "Et si nous profitions du numérique pour libérer la créativité et inventer des villes faciles à vivre" et "rendre l'urbanisme plus accessible et plus collaboratif"- http://unlimitedcities.org/
La vidéo présente l'application Urban Fabric, structurée en trois étapes :
- Imaginer : avec des photos montages, slogans et commentaires à partir de situations existantes
- Echanger : avec une carte du monde qui permet le partage de contenu par catégorie de thèmes
- Exister : avec un document réunissant enjeux et volontés des participants permettant de faire le lien entre professionnels de la ville et citoyens.

Olivier Jonas est fondateur du cabinet Tecdev et chercheur en technologies de l'information et aménagement, auteur de Rêver la ville - Utopies urbaines : de la cité idéale à la ville numérique et Territoires numériques -. Il a quant à lui présenté un certain nombre d'études de recherche et développement, ainsi que d'initiatives en faveur du développement d'outils numériques dans la gestion et l'aménagement territorial.
Il constate le rapprochement croissant entre innovation numérique et transition écologique. Il considère que différents secteurs sont intéressants à développer autour de cette interaction en contexte urbain, avec en particulier le développement d'écosystèmes d'innovation et de démonstrateurs territoriaux, de cartographies et de modèles partagés, l'implication citoyenne dans la fabrique et la gestion de la ville, et le sujet de la block chain qui permet des expérimentations comme par exemple la mise en œuvre de systèmes de smart grid pour la distribution d'énergie.

La soirée s'est achevée par des échanges mettant en avant des questionnements concernant l'inclusion de tous les types de population et les différentes modalités de participation des citoyens à la fabrique de la ville, ou encore la disparition progressive de certains métiers de la ville, l'adaptation des comportements humains et des jeux d'acteurs aux nouvelles technologies.

d. Attractivité économique et culturelle :

Institut d'aménagement et d'urbanisme, Paris, 21 juin 2018, Laurent Perrin

Quid des nouvelles aspirations culturelles des jeunes, des tiers-lieux culturels ?
Comment dépasser l'antagonisme modèle de Bilbao vs de Berlin ? Quid de la diffusion des paquebots culturels centraux vers les banlieues ? De la gentrification autour ?
Quel modèle d'attractivité, exogène vs endogène ? Quid des initiatives « capitales européennes de la culture » ? Quid des impacts du tourisme culturel ?

Laurent Perrin urbaniste, Odile Soulard et Karine Camors, économistes de l'IAU spécialistes en matière culturelle, Vincent Gollain, Directeur du développement économique de l'IAU; Clotilde Kulmann, docteure en géographie, Chaire «Aménager le Grand Paris» - École d'Urbanisme de Paris ; Laetitia Lafforgue, comédienne, ex-présidente de la Fédération nationale des arts de la rue.

En ouverture de la soirée, deux chiffres sonnent : en Île de France, la culture pèse 300 000 emplois (l'industrie automobile : 200 000) et 21 milliards d'euros dégagés par les établissements culturels. La répartition géographique est on ne peut plus inégalitaire : Paris et le département des Hauts de Seine concentrent 75% de ces emplois pour 30 % de la population.

Vincent Gollain part de la définition de l'Insee de l'attractivité économique, « *la capacité d'un territoire à attirer des ressources spécifiques provenant de l'extérieur* » pour en énoncer trois leviers,- l'innovation, les compétences et l'ouverture sur l'extérieur-, et deux facilitateurs,-les transports internes et externes, la capacité à travailler ensemble-. Il décrit trois modèles d'attractivité culturelle : celui des équipements lourds, le plus répandu ; celui du quartier des musées type Montréal avec hôtellerie et restauration, celui de Détroit, fondé sur le dynamisme individuel des acteurs.

Clotilde Kullman l'aborde comme mode de conception des villes, des expositions universelles aux gares du Grand Paris en passant par l'art dans les territoires porté par Jean-Eudes Roullié et les villes nouvelles ou le 1% décoration institué en 1951 pour chaque construction de bâtiment public. Et constate qu'aujourd'hui les créateurs sont centrés sur les « expériences » le plus souvent à partir de bâtiments détournés : l'espace est partie intégrante de l'œuvre, le processus a plus d'importance que le résultat final, l'artiste s'implique dans des démarches participatives.

Laetitia Laforgue fait un double constat : nous sommes devant une crise écologique, économique, démographique et migratoire. Pourtant jamais autant de gens n'ont eu accès à la culture ; et pose une question : comment se fait-il qu'il y ait une telle perte d'humanité ? Nous sommes passés des droits culturels, l'accès aux œuvres, au droit à la culture « *telle que définie par la charte des droits de l'homme et du citoyen qui reconnaît la culture comme l'ensemble des valeurs, des croyances, des institutions et des modes de vie, par lesquels un peuple cherche significations et développement. »*
Ce faisant, *« nous sommes passés de la primauté de l'œuvre à celle de la personne, à l'émancipation des personnes, le développement de l'esprit critique, la capacité d'expression des idées, l'appréhension personnelle qui se confond avec celle de mon voisin et fait humanité* ». Dés lors, « *révéler des espace, faire rêver, provoquer, déranger, anime les esprits, interroge nos modes de vie, nos modes de penser »*.

Les échanges portent sur la visibilité à donner à un territoire, ensemble, pour un développement endogène et exogène, le grand paysage comme œuvre d'art, comme l'axe majeur à Cergy-Pontoise ; la beauté de Paris, une des dernières des capitales basses au monde, bien commun, non géré. La concentration métropolitaine et le rural (*gilets jaunes aujourd'hui*), la création d'évènements qui durent, à la campagne, comme le festival de Jazz de Marciac, l'irruption du numérique mais les gens veulent voir, toucher, sentir les œuvres, l'originalité du streetart, le numérique et la manipulation-régression-normalisation ; La privatisation grandissante des espaces publics, l'abandon de la culture par les politiques. Les déserts de banlieue qui renvoient à l'accès au capital culturel; La culture, arme de domination entre les mains des puissants, émancipatrice quand elle est jardinée par les dominés. Le passage de l'œuvre à la personne puis à son portefeuille qui éloigne chaque jour un peu plus de la re-présentation émancipatrice, de la délectation gratifiante qui ouvre l'imaginaire, met la mort à distance, éclaire un chemin de développement personnel et collectif, protège des dictateurs de tout poil.

La poursuite des richesses dans les lumières de la ville serait-elle parvenue à un point où elle entre en contradiction avec la belle vie ?

B. Pister les bonnes questions : le séminaire productif

Volumes coworking, Paris, 12 avril 2018, Jean-Michel Vincent et Bertrand Warnier

Trois faits saillants manquent à l'appel dans ces quatre soirées métropolitaines : la grande échelle, l'emploi des temps, l'économie locale. Une dizaine d'intervenants et une quarantaine d'autres experts complètent et tentent d'identifier les bonnes questions à destination des participants dans un séminaire dit productif.

La Chicago team,-Phil Enquist, MeiringBeyers, Drew Wensely-, a proposé de contribuer à l'atelier en apportant son expérience internationale, sur le mode « grande échelle et écologie ». Ils arrivent 3 jours avant le séminaire. Point de départ d'une grande visite de Paris au Havre, sur la butte qui domine l'aéroport, Meiring se baisse pour prendre une poignée de terre en nous disant: « les rendements de cette terre merveilleuse vont chuter de 30% avec le changement climatique »…

La team a apporté un énorme document A3 qui compile les vues aériennes proches de la source de la Seine à son estuaire : une bonne échelle pour agir, comme le long des grands lacs où ils ont fédéré les maires, de part et d'autre de la frontière avec le Canada.
Au Havre, l'agence d'urbanisme nous remet une étude XXL, sur la logistique réalisée par 5 agences d'urbanisme de la vallée de la Seine ; la synthèse en 4 pages :
https://www.aurh.fr/media/na_6250_4pages_vds_xxl__008347700_1208_22032018.pdf

La grande échelle :

Philippe Enquist urbaniste SOM Chicago, MeiringBeyers Ingénieur climat et docteur en philosophie Ontario, Drew Wensley régional landscape Toronto, lancent le séminaire productif.

« A quelle hauteur de vue devons nous réfléchir ?» Le changement climatique c'est davantage de maladies, de mortalité, de pertes économiques, de changements de consommation d'énergie, de consommation d'eau, de pertes agricoles, de précipitations; comment les communautés peuvent elles devenir résilientes? La population de la planète augmente, les villes sont critiques. Il n'y a pas de solution unique; Comment penser à plusieurs échelles ? La présentation de la Chicago team : http://agirlocal.org//wp-content/uploads/sites/15685/2018/07/20180404-SEINE-RIVER-REGION-PLAN.pptx_.pdf

Gilles Billen, biogéochimiste, directeur de recherche au CNRS, pointe, entre autres, « ces villes qui ne fabriquent pas leur nourriture » et décrit deux scénarios pour l'alimentation de la France, l'un qui poursuit l'ouverture vers le marché international avec de grands projets néo-libéraux comme le Grand Paris ; l'autre qui reconnecte alimentation et agriculture locale, sans intrants.
https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048969718316759

Carlos Moreno, professeur des universités, Université d'Evry, constate : Les métropoles deviennent hyper métropoles et hyper régions, hyper connectées ; comment aller vers des villes post carbone?

Echanges avec la salle : *«Pourquoi vivre en ville ? Pour l'élu de Dakar, la conséquence de l'urbanisation est la pauvreté : est ce qu'on peut lutter contre ça ? A quelle échelle politique faut il agir ? En réalité dans les institutions il ne se passe rien. Les contre cultures existent déjà mais ne sont pas valorisées. Comment faire concrètement au niveau des collectivités territoriales ? Le débat ville / campagne pose la question de l'espace vital : comment une génération va-t-elle accepter une autre façon d'utiliser le foncier pour générer d'autres pratiques ? «*

L'emploi des temps :

Amandine Mallick urbaniste, agence d'urbanisme de Strasbourg ADEUS, rapporte une enquête multi volets de 3 500 ménages sur les critères de localisation de leur logement par rapport au lieu de travail: Les ménages interrogés placent le calme et la tranquillité loin devant la proximité du travail ; et placent la vie

culturelle et la vie nocturne en dernier http://www.adeus.org/productions/les-notes-de-ladeus-ndeg126-habitat/files/note-126_liens-habitat-emploi_web.pdf .

Eva Bouhnik, urbaniste praticienne, membre de l'association Tempo Territorial, décrit comment la prise en compte du temps dans l'aménagement des villes change le regard sur les enjeux face aux accélérations, aux rythmes désynchronisés, aux frontières floues temps de travail –temps libre. http://tempoterritorial.fr/wp-content/uploads/2016/12/GuideInteractif.pdf

Echanges avec la salle : *«L'enquête Adeus est scandaleuse : elle fait ressortir que les gens préfèrent le calme et la tranquillité à la vie nocturne et la culture. Le phénomène de métropolisation est structuré par des valeurs culturelles du XIXème siècle : le centre c'est bien, la périphérie ce n'est pas bien… L'Île-de-France est passée de 50 ans de politique publique d'aménagement polycentrique à un retour au développement en tache d'huile. Pourquoi ? Il y a un mur de verre dans la tête des parisiens, le périphérique : les investissements sont à faire en périphérie mais ce sont les parisiens qui prennent les décisions. Les prix au m² sont de plus en plus chers, les logements de plus en plus petits. La question n'est pas la densité mais ce que la densité permet de vivable : en banlieue, il n'y a pas d'alternative à la voiture. Pourtant, le métro automatique de Lille- Roubaix-Tourcoing permet une desserte à la minute, nuit et jour, pendant les 48h de la grande braderie. L'étalement du temps de travail est aussi intéressant. Quel modèle de résilience grande échelle / agriculture / déplacements en voiture ? Un abandon de l'idée couronne-centre pour un fonctionnement connecté petites communes-grandes communes ?*

Economies locales et biens communs

Jean-Claude Levy, historien, géographe et journaliste, pointe : doit on parler du cycle de vie des déchets ? Ou plus largement des marchandises ? L'économie circulaire pose la question de la valeur d'usage, de la valeur d'échange et donc de la monnaie et de la rente foncière par rapport aux marchandises. Une intelligence stratégique est de nature à coordonner l'action des différents acteurs par niveaux territoriaux, adaptée aux contextes locaux. Une monnaie locale y concoure, intégrateur de solutions et de coopérations de proximité, créateur d'emploi local et de produits bas carbone. Fondement de l'économie circulaire, cette intelligence stratégique renvoie à la proposition de pacte finance-climat de Jean Jouzel et Pierre Larrouturou.

Guillaume Faburel, géographe et urbaniste, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Lyon, constate la rupture anthropologique du coté du ménagement, de la tempérance qui se lisent dans les pratiques, les modes de vies, les opinions, les systèmes de croissance. Comment reposer la question du meta récit de la ville, des communs comme valeurs partagées ? Quel pourrait être un modèle alternatif de la croissance urbaine ? Bio région – polycentrisme et re-régionalisation, ainsi qu'à l'échelle agglomération, on peut penser autrement. « *Les métropoles barbares* », Ed le passager clandestin.

Echanges avec la salle : « *Il y a un fossé entre les discours et la réalité des transformations a l'œuvre : l'accélération des échanges numériques pose des problèmes insupportables, les consommations interpellent la somme des comportements individuels, les intelligences sont dissoutes dans les processus d'aménagement. Quelles sont les implications de la décélération en termes de gouvernance ? Quelle est la bonne unité ? L'énergie ou le temps ? Le système naturel est un cycle : produire, consommer, digérer. Les collectivités publiques possèdent 20 à 30% de l'espace urbain. Peut on utiliser la rue autrement : partage de mobilité, renaturation de l'espace et des usages sociaux qui en sont faits ? Nous avons besoin d'expérimentations pour tester de nouveaux usages / L'expérimentation, on est dedans partout : en chine, la loi sur la promotion de l'économie circulaire a 10 ans. La modernité a introduit la dichotomie homme-nature / elle est à reconstruire. La question du plaisir est à introduire dans le débat. Le foncier naturel agricole doit être cher, l'auto suffisance alimentaire du bassin parisien est nécessaire. Se coordonner à 12 millions est impossible, mener en parallèle des actions, des projets, évalués avec la même grille l'est : voir le travail de plusieurs milliers d'acteurs en Île-de-France :* http://agirlocal.org/ *»*

Point de vue de deux acteurs opérationnels de la fabrique de la ville :

Magali Castex, directrice du développement durable à Grand paris Aménagement, demande : comment réinvestir la notion utilité publique dans l'aménagement avec une notion de protection foncière ? La ville est trop cadrée, trop normée pour encaisser les chocs de variation de population. Comment expérimenter ?

Comment contrebalancer la valeur économique du foncier ? Ne faut-il pas redonner de la valeur à la conception de la ville, aux honoraires des concepteurs ?

Pascal Dayre, Directeur adjoint de l'établissement public foncier Île-de-France, constate : la ville se construit aujourd'hui dans un modèle inscrit dans l'économie du marché, plus forte que les idées. Anticipation, régulation des flux, captation de la rente foncière permettent de restituer cette rente par des opérations offrant minorations foncières, diversité et qualité urbaines.

Tentative de synthèse de deux ans de préparation de l'atelier, en forme de questions :

Table 1 : Par rapport à Delhi, Jakarta, Karachi, etc... La vie à Londres, Berlin, Paris, c'est le paradis. Comment donc éviter d'aller dans cette direction, éviter l'extension infinie ? L'idéal c'est la proximité : de se déplacer à pied, en vélo,... Et le logement dépend du travail, au centre des choix. Quelles aspirations des jeunes générations ? Le travail, c'est le coworking, sinon on y va à pied, en voiture, à cheval, en vélo et si en voiture, alors électriques. Paris-centre n'est pas le sujet, ce sont les villes qui sont autour qui sont en jeu. Mais lesquelles ? Celles en périphérie ? Celles au-delà de l'urbanisation continue, bourgs et villages, mais comment les mettre en réseau ?

Table 2 : la question du changement d'échelle n'est pas pour les urbanistes mais pour les populations : comment des centaines de milliers de personnes peuvent-elles le réaliser ? On ne dispose pas de dizaines d'années ; Il faut engager le changement rapidement : à partir des expérimentations réussies, comment peut-on déployer plus largement ?
Puisque l'écologie est porte d'entrée, alors le territoire est le bassin versant. Comment faire recoller la géographie des usages avec la géographie écologique, pour un projet durable si ce n'est par l'écologie sociale. Après les cité-jardin, la cité radieuse, les villes nouvelles : la ville écologique, quel rêve, quelle image et quel modèle ?

Table 3 : Quelles sont les unités de mesure à choisir pour avoir un regard différent sur la métropole du XXIème siècle ? Quels sont les indicateurs significatifs? Comment requalifier la périphérie ? Faut-il changer le statut du foncier comme dans le modèle scandinave : pas de droit de propriété du sol.
Scénario pour les participants : et si on avait pas de voiture ou de camion ? Quelles priorités ? De quelles solutions dispose-t-on ?
Comment compenser/financer/mutualiser l'espace public pour renforcer le lien social ?

Débat final :

La vision des habitants n'est pas celle des urbanistes. Comment co-construire vraiment avec eux ? Avec les nouvelles technologies ? La vision des nouveaux habitants n'est pas celle des anciens. Shanghai propose que chaque résident soit au maximum à 15 minutes à pied des services de base, travail inclus. Les villes nouvelles françaises ont été pensées ainsi. Le PLU de Rennes aussi : accès à pied aux espaces verts, aux commerces, aux services. En France, 17% des déménagements sont liés à un nouveau travail, les autres motifs sont des choix de vie : habiter là où chacun veut ou peut, quitte à faire de longs trajets. Comment penser l'écologie et la fracture sociale ?

Il y avait dans ce séminaire quelque chose de l'atelier *grand paysage* et de la beauté comme entrée pacifique sur le développement durable, du « comment faire que ça arrive » avec les gens et les institutions de l'atelier *territorialiser la transition*, du comment penser à la hauteur des enjeux de l'atelier de *l'économie de la connaissance,* du renouvellement du métabolisme de nos territoires par l'économie circulaire de l'atelier sur le *devenir des zones d'activités*, du traitement de la transition et de l'exclusion, l'un par l'autre de l'atelier la *ville inclusive*.

Il y avait plus : *de bonnes questions, aux bonnes échelles de territoire, de quoi pousser nos jeunes participants à* ***formuler des actions, des plans, un rêve et quelques voies pour le réaliser.*** De quoi partager avec celles et ceux qui n'étaient pas là .

Pour un accès direct à cette synthèse en forme de questions : 4 pages.

D. Quatre questions triées sur le volet :

Décrire la région capitale de façon simple et problématisante est réducteur, mais indispensable. Un an de préparation ont conduit à 8 questions documentées en quelques lignes; alors nous essayons un dernier tour de presse : quels questionnements majeurs ?

Il sortent par deux : le gigantisme et les mobilités qui vont avec ; le grand paysage et le défi climatique.

La question du gigantisme :

Le gigantisme est un constat. La population de la région capitale a augmenté de 50% lors du demi siècle écoulé, 1 à 3 millions d'habitants supplémentaires sont annoncés par l'Insee d'ici 2050.

Avec une question nouvelle : non pas où va-t-on les mettre mais où veulent-ils aller ? C'est la question du changement d'échelle, de ce qui fait mégalopole.

L'espace vécu de la région capitale est-il (constat 2018) une ville de 2,2 millions d'habitants dans les limites du périphérique ? Un territoire, situé à 1H00 / 1h30 de Paris, dont la population avoisine 18 millions d'habitants – ou plus ? Qu'en sera-t-il en 2050 ?

Le temps individuel : en un siècle, le temps consacré au travail est passé de 40% à 10% (rapport J. Viard mai 2018). Nous sommes passés dans une société de vie longue et de travail court. On est néanmoins conduit à se chercher un logement en fonction des nouvelles manières de travailler.
Nous menons des aventures individuelles par séquences et ruptures (amour, logement, emploi, convictions ...). Comment est vécue cette instabilité ? Comme une insécurité ou une promesse d'émancipation?

Chaque français de plus de six ans, parcourt 50 km par jour en moyenne (70 aux USA). Pour 5 Km /jour en 1960. Il y a 40 ans, on mettait 1h00 en RER pour aller de Cergy-Pontoise au Chatelet. Aujourd'hui, c'est moins d'1h00 pour venir de Reims à la gare de l'Est, de Lille à la gare du Nord, de Rouen à St Lazare, d'Orléans à la gare d'Austerlitz, de Vendôme à la gare Montparnasse.

Les liaisons avec l'Europe se sont également raccourcies mais restent cependant coûteuses, sauf les relations aériennes des voyages « lowcost ».

Bien vivre, est-ce la ville et en particulier la ville géante ? La métropole? La grande hauteur, l'étalement? La densité ? La campagne ?

ENCADRE :

Cet « urbansprawl », dit responsable de tous les méfaits est un mode de vie qui correspond à une demande majoritaire: celle d'habiter dans un endroit calme et tranquille.

Les experts, à l'inverse, pensent que la seule réponse raisonnable est de densifier, d'habiter dans des immeubles proches des services et des transports en communs pour le vivre ensemble, pour sauvegarder les bonnes terres de culture et permettre un développement durable.

il m'est arrivé de traverser Shangaï de nuit pour aller à Suzhou, à 90 kms au Nord et de traverser un très vaste lotissement de parcelles moyennes, autour de 1000M2 au bout desquelles se trouvaient des maisons assez hautes (de 3 niveaux environ). Faisant état de mon étonnement de ces surfaces énormes consacrées à de l'habitat individuel, j'appris que ce n'était pas des secteurs d'habitat mais une zone agricole, avec des fermes très productives, sur de petites surfaces. Renseignement pris, 25 ans après, ce sont toujours des zone agricoles »

« Il m'est arrivé d'habiter une maison individuelle, après avoir résidé dans un logement parisien, un grand ensemble à Rouen, un logement économique à Saint Ouen l'Aumône et constater que mes voisins faisaient,

pour les uns leur potager, pour les autres quelques poules, ou encore un jardin d'agrément – sur les parcelles les plus petites (200 m2 environ). Cet ensemble faisait village. »

« Il m'est arrivé d'examiner les statistiques de l'INSEE et d'en tirer les conclusions qu'on bétonnait partout, au détriment des surfaces agricoles et y compris les maisons individuelles et leurs jardins verdoyants. Autrement dit, tous ces jardins verdoyants étaient, statistiquement, du béton, alors que ce sont ces jardins qui permettent aux oiseaux de vivre loin des engrais et pesticides des zones agricoles, mortels pour eux. »
« 5,4 % du territoire serait artificialisé ; dans ce terme sont compris les 56 % de maisons individuelles du sol urbanisé. Dans ce contexte, la zone agricole du Nord de ShangaÏ serait considérée comme un espace bétonné. »

« Il m'est arrivé aussi de me scandaliser de la médiocrité de ces énormes lotissements de parcelles – toutes les mêmes – qui font la richesse de ceux qui les dessinent et la commercialisent en vantant des avantages paradisiaques à ceux qui n'entendent que le rêve qu'on leur vend. » `

« Il m'est arrivé de connaître des Régions entières d'un habitat dispersé où, en regardant une carte, on ne peut que s'étonner de la place énorme occupée par l'habitat, alors que, dans le Pays de Caux, la réponse est parfaitement adaptée à un climat rigoureux et à l'exploitation, dans les meilleures conditions de rendement de terres agricoles protégées par des haies coupe-vent qui n'occupent que des surfaces minimales.

« L'idée que la grande ville où d'immenses investissements en énergie ont été réalisés, et toujours mieux disante d'un point de vue écologique, mérite démonstration »

J.Viard et B Warnier

La question des mobilités :

Les mobilités vont forcément avec le gigantisme, quel que soit le scénario imaginé ; mobilités internes et externes d'une mégalopole mondiale. Depuis la proximité la plus recherchée au nomadisme contraint ; contraint d'abord par le prix du logement et l'acceptabilité des conditions qui vont avec : la distance domicile-travail et les conditions de vie pour soi et ses proches.

Modes de déplacements :

En Ile-de-France, 20% des émissions de CO2 sont dues aux transports terrestres :

100 millions de voyages-km sont effectués chaque jour en voiture, (200 gCO2/km, pas 7).Les 2/3 sont le fait de la deuxième couronne francilienne, en majorité du fait de trajets domicile-travail, professionnels et études. La moitié de ces déplacements sont générés par 15% d'entre-eux qui se font à plus de 10 km;

50 millions de voyages-km sont effectués en transports en commun (7 gCO2/km, pas 200). avec une grande disparité de desserte : en chiffres ronds, 2 millions de parisiens ont accès à 380 stations de métro et gares avec une fréquence de 3 mn ; pour 2 fois plus d'habitants la 1ère couronne a accès à 250 gares sur un territoire 6 fois plus grand, avec une fréquence de 10 mn ; pour 3 fois plus d'habitants, la 2ème couronne à 150 gares sur un territoire 25 fois plus grand, avec une fréquence de 20 mn.
Selon la SNCF, 83% des voyageurs entrant en gare en France métropolitaine sont franciliens.

Structurellement, les trajets domicile-travail, à l'heure de pointe, dimensionnent les infrastructures. La localisation des logements et des emplois est une déterminante lourde de la génération des flux de voyageurs et des dépenses publiques tant en investissement qu'en fonctionnement ; mais l'évolution de ces localisations n'est pas compatible avec l'urgence climatique : Il faut réduire nos émissions avec le territoire en l'état ou presque. Surtout quand, selon la DRIEA, les 72 gares du grand Paris express (40 milliards d'euros) ne transféreront que 1% des déplacements automobiles sur ses lignes.

La multiplication par 2 de la fréquentation des 800 gares et stations franciliennes à l'horizon 2030 (rapport Keller, 2009) pose des problèmes majeurs d'infrastructures, de trains et de gares mais permettrait le report

de la moitié des 100 millions de voyage-km de la voiture sur les transports en commun, peu émetteurs. Complété par la division par 2 des émissions de gaz à effet de serre par km parcouru des automobiles, il permettrait de les diviser par 4 (facteur 4, de la loi POPE de 2005)

ENCADRE
Le facteur 4 ne peut être atteint en l'état des politiques publiques car la tendance lourde à la croissance du trafic se heurte à :

-l'inadaptation de l'offre de transport à cette situation inégale : la moitié de la population de la métropole vit en 2ème couronne ; elle se sent abandonnée par les pouvoirs publics avec le Grand Paris express sans la moindre organisation de transports en commun adaptés à ses besoins : bus à haut niveau de service sur autoroute et covoiturage pourtant 10 fois moins cher que le Grand Paris express et très réducteurs de CO2.

- l'inadaptation à cet enjeu des gares et leur quartier en termes de densité, d'aménagement, de circulation et de stationnement : par exemple la sous-utilisation du vélo alors que 93% des franciliens habitent à moins de 3 km d'une gare et que les 2/3 des déplacements ont une portée de moins de 3km, la distance de pertinence du vélo, a fortiori du vélo électrique qui efface les dénivelés.

-la limite introduite par l'heure de pointe et la saturation. La localisation à proximité des emplois et des logements n'est pas pour autant une préoccupation des pouvoirs publics. Pas même sous la forme de tiers lieux qui permettent de télé-travailler dans des conditions professionnelles et de développer ce mode de travail : il plafonne à 11% en France quand les pays anglo-saxons sont couramment au double, voire au triple en Europe du Nord.

Modes de vie :

Les déplacements domicile-travail ont une portée près de 4 fois plus longue que les déplacements non liés au travail (de 2,8 km à 10,3) ; et cette situation s'est aggravée depuis 2010.
La portée en km de l'ensemble des déplacements varie de 1 pour les liaisons Paris-Paris à 16 pour les liaisons Paris- Grande couronne (1,5km pour 24,1).

Conséquences : les déplacements domicile-travail prennent deux fois plus de temps que les déplacements non liés au travail (41mn pour 19 mn) ; la moitié des actifs y passe près de 4 fois plus de temps que l'autre moitié ; 20% des actifs y passent 2h20, pour moitié en voiture, pour moitié en train. Les 10% qui prennent le train forment, à l'heure de pointe, les 2/3 des voyageurs de la vie quotidienne d'Île-de-France.

La France est connue pour sa semaine de 35 heures mais la portée des déplacements domicile-travail, tous modes confondus, a augmenté de 50% en 34 ans (à 10,2 km). Moyennant quoi, **la moitié des actifs va et revient du travail en 78 minutes de plus par jour que l'autre moitié. Tout se passe donc comme si, pour cette moitié d'actifs, 2,5 millions d'actifs, la semaine de 35 heures était une semaine de plus de 41 heures.**

Ce constat est aggravé par les 350 000 actifs résidant hors Île-de-France et qui viennent travailler tous les jours en Île-de-France.

D'où l'intérêt du temps gagné en télétravail (à la maison) : il est de l'ordre une heure et demie, pour moitié utilisée pour la vie familiale et pour moitié pour dormir... Et d'où l'intérêt des tiers lieux qui permettent de télé-travailler dans des conditions professionnelles et de développer ce mode de travail à fort potentiel : doublement du 11% de français par rapport aux pays anglo-saxons, triplement par rapport à l'Europe du Nord.

La question du grand paysage :

Pourquoi lier grand paysage et défi climatique ? Deux ateliers ont mis ce lien en exergue, le grand Paysage en 2012, territorialiser la transition en 2014, avec cet enchainement logique : la nourriture, les éco énergies, les éco matériaux, poussent à la campagne et sont consommées en ville ; c'est une affaire de productions renouvelables et d'organisation territoriale, d'intelligence collective aux différentes échelles de territoire : ce

qui demande l'incontournable répartition raisonnée des espaces et des ressources, pour vivre bien. L'expression spatiale de cette répartition tombe sur le grand paysage, une entrée de surcroit apaisante et consensuelle sur le sujet. Pourquoi apaisante et consensuelle ?

Curieusement, on ne va pas passer ses vacances dans des zones d'activités, ni dans les décharges pas plus que dans les villes laides. Il semble à l'inverse que les grands paysages attirent par leur beauté agricole ou urbaine, font du bien. Si l'on admet que l'on passe le plus clair de son temps là où l'on habite, là où l'on travaille, le grand paysage de la vie quotidienne devient une question levier. Celui dont a besoin la mégalopole qui comprend ville et campagne nourricière alentour.

Que l'oiseau soit audible et le paysage visible

La banlieue ne porte pas son nom par hasard. Pour lui redorer son blason, on dit maintenant « la périphérie ». Cela ne suffit pas, si elle a des atouts, elle est sans signes : on est passé de la ville discrète (des toits, des monuments) à la ville moderne (des cubes, des tours et les coupures des grands réseaux).

Comme pour le design d'un véhicule automobile ou d'un train qui appartiennent à la ville moderne et à laquelle on consacre beaucoup d'énergie et des laboratoires de recherches, la métropole elle, se cherche une image. Dans quels laboratoires ? La session 2018 est l'un d'eux :

- Un laboratoire dont la matière première est le grand territoire avec des sites variés qui s'interpénètrent et qui ont leurs limites,
- Un laboratoire pour se saisir du visible, de figures, d'emblèmes, de silhouette,
- Un laboratoire pour révéler et façonner les paysages de formes bâties et naturelles, une matière vivante en perpétuelle transformation, dans une dynamique à réguler.

Comment ? La géographie en est le premier support c'est à dire la topographie à laquelle s'ajoutent les images mentales, les valeurs historiques et les empreintes. Les préoccupations esthétiques ne sont pas de simples enjolivures. Elles ont, par ricochet des résonnances sociales. L'humanisation des mégapoles est une nécessité accentuée par les périls du moment.

« *L'urbanisme n'est pas une discipline, mais une combinaison de disciplines. Cette combinaison ne relève pas de la science mais de l'Art* » Marcel Roncayolo (géographe urbaniste)

Les atouts naturels du territoire parisien

Paris s'est installée dans l'un des méandres de la Seine; là où il était facile de la traverser, là où les coteaux qui bordent le fleuve n'étaient pas abrupts. La ville a exploité ces avantages en se développant au cours du temps dans cette « cuvette » accueillante.

D'abord, le long de la Seine où se sont implantés les Palais, les édifices religieux et de grands espaces publics qui magnifient les abords immédiats du fleuve.
Puis trente mètres au-dessus du fleuve, sur le relief où se sont positionnés les édifices aux valeurs identitaires fortes et variées: le Panthéon (sur la montagne Sainte Geneviève), - l'Arc de Triomphe - le Palais de Chaillot et l'Esplanade du Trocadéro – l'arche de la Défense.

Les atouts de la géologie du bassin de la Seine entourant la cuvette de Paris

La Seine a creusé son lit dans le plateau calcaire de l'Île-de-France avec quelques caractéristiques exceptionnelles: les grandes sinuosités du fleuve qui ont dessiné un paysage très varié ; la grande rigueur des plateaux dont les lignes directrices Sud-Est/Nord-Ouest ont orienté les axes de composition magistraux de la région : Champs Elysées, jardins et ville de Versailles, vallée de Montmorency ; les buttes qui jalonnent le territoire : Montmartre, Mont Valérien, buttes de Cormeilles en Parisis et en Vexin, buttes de Göele, d'Arthies, etc. aptes à recevoir des architectures à valeur symbolique ou signalétiques.

Les atouts de la vallée de la Seine :

La Seine, comme dans sa traversée de l'Ile de France, est un parcours lent et sinueux. Le cours d'eau n'est

pas pressé d'aller à son embouchure et de se jeter dans la mer. De très nombreux affluents entaillent les plateaux et créent des variations paysagères locales.

Le socle géologique change d'un lieu traversé à l'autre puisque, comme son nom l'indique, l'Ile de France émerge sur des terrains tertiaires alors que la Normandie et la Champagne reposent sur les argiles du secondaire. L'effet est marquant dans les architectures qui sont, ici, en pierre, là en brique, bois et ardoise.

Le fleuve, tranquille et lent, serpente entre des coteaux qui laissent apparaître, par tronçons des pitons de craie. Les villes implantées le long de sa course ont exploité les caractéristiques géographiques du lieu. Ainsi Rouen s'est blottie entre le cours d'eau et les coteaux. La cathédrale a pu se positionner pour exalter cet environnement privilégié.

Les questions qui se posent

L'image d'une métropole qui est capitale (celle de la France en l'occurrence) doit valoriser son pays. Les Parisiens ne sont pas les seuls concernés, ni même les habitants de l'Ile de France. La géographie et l'histoire ne peuvent pas être absentes de la manière dont vont se façonner les formes de l'avenir. A cet égard, il est utile de rappeler que Paris reste une des seules grandes villes du monde, avec Rome, Washington, St-Pétersbourg, à avoir conservé une silhouette de ville plate, dominée par des signes architecturaux ou géographiques bien repérables (notamment les dômes, les clochers, les arcs de triomphe) mais aussi une tour « inutile », la tour Eiffel.

Est-ce que cela les renvoie à être des « villes d'hier » ? Ou doivent-elles être, à l'instar de ce qui se fait partout, des villes de demain en considérant que la verticalisation – les immeubles-tours – est la caractéristique du monde en devenir ?

Cela pose la question du « spectaculaire » : ce qui frappe la vue serait, dans un cas l'accumulation de bâtiments de toutes formes résultant de la pression économique du moment et du laisser-faire. C'est aujourd'hui ce qui conduit à avoir des métropoles qui se ressemblent toutes.

Dans une autre conception les codes culturels des pays dans lesquels se développent les métropoles mondiales seraient prioritaires, le « stylisme » d'une agglomération serait considéré comme une valeur, un bien commun comme peuvent l'être, aujourd'hui, certains espaces publics.

La question du mur climatique et de la classe moyenne mondiale

Constat et enchainement logique : pourquoi est-il encore nécessaire de dire qu'il y urgence à prendre la menace climatique au sérieux ? Pourquoi les lobbies et leurs commanditaires sont-ils arcboutés pour bloquer toute réduction des émissions de gaz à effet de serre? Se détesteraient ils eux-mêmes et leurs enfants, au point de vouloir maladies et morts, inondations et cancers ? Ou alors croient-ils qu'ils sont protégés par leur argent ? Et si la nature humaine ne peut être changée, que faire ? Nos représentations de la réalité sont dépassées par l'explosion démographique : de 2 à 7 milliards d'humains en moins d'un siècle; les décisions des pouvoirs publics sont en conséquence. Y-a-t-il une autre option que le développement d'intelligences territoriales multiples, locales parce qu'adaptées à ses particularités gouvernées aux différentes échelles de territoire de la commune à la planète ? Non ? Alors dans ce cas que reste-t-il à faire ?

Le mur climatique

ENCADRE

Selon le GIEC, une tonne de C02, émise à Paris, Pékin ou New York est uniformément répartie autour de la terre un mois plus tard, et y reste, un siècle au moins. Selon l'observatoire de Mauna Loa et le GIEC, à la vitesse à laquelle nous émettons des gaz à effet de serre, nous franchirons le seuil des 415 ppm déclencheur du 1,5°C en 2020 et celui de 450ppm, déclencheur des 2°C dans les années 2030.

Une réduction d'un tiers de nos émissions nous donnerait 8 à 10 ans de plus pour agir. Un changement de comportement permet de réduire de 20% ces émissions, instantanément, sans investissement ; de les réduire de 30% en 3 ans, avec des investissements mineurs.

Cette réduction n'est pas une question de niveau de vie. En Île-de-France, le rapport entre les émissions territoriales des 1300 communes et leur indice de développement humain montre que l'on peut avoir le même développement humain avec 30% à 50% d'émissions gaz à effet de serre en moins.

80% des émissions de gaz à effet de serre sont le fait des villes où se concentre la moitié de l'humanité. Les métropoles en sont le moteur. Symptomatique, l'agence qui pousse à l'innovation développement durable en France a constaté que dans la même maison, les consommations d'énergie et les émissions donc, varient de 1 à 4 (de 2700 à 10900kwh) selon les comportements de la famille, leur mode de vie.

Mentalités

Les gouvernants, où qu'ils soient, ont depuis longtemps compris que la moitié des émissions tient aux comportements, quels que soient les politiques mises en œuvre,-réglementation, incitations-, l'autre moitié est le fait des territoires tels qu'occupés -ville campagne- structurés notamment par les lieux de logement, d'emploi, de loisir et d'échanges, résistance des lobbies accros aux ressources fossiles inclus.

Les êtres humains et leur milieu font système, un système structurant en même temps que structuré par les comportements. Le métabolisme des territoires, en résulte : consommations et productions locales, flux entrants et sortants des territoires, personnes, marchandise, connaissances et argent.

L'économie linéaire,-Production-consommation-déchets-, ruine notre écosystème : 10 Tonnes de ressources par an pour un européen, 340 T accumulées au fil du temps et 5 T de déchets par an, 60 T accumulées.

Ecarter la menace climatique demande de changer les mentalités et le métabolisme des territoires qui en résulte, sédimenté au fil des générations par les modes d'occupation des territoires et des esprits.

L'énergie, un des 4 piliers de la réduction des émissions, est en bonne voie en France : la publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie en atteste, le virage d'EDF, d'Engie et de Total, la multiplication des initiatives locales aussi. Les 3 autres, alimentation, bâtiments et mobilités, dépendent beaucoup plus de nos modes de vie au quotidien. La viande à tous les repas, la voiture marqueur social, comme les week-ends en avion en sont les symboles majeurs.

Intelligences territoriales

Si la classe moyenne et ses modes de vie sont désormais au cœur des enjeux de changement de métabolisme des territoires, comment procéder ?

La région apparaît incontournable : la bio région permet de faire pousser des nourriture, éco-matériaux et éco-énergies à la campagne pour les consommer en ville ; et change les rapports ville-campagne.

Mais puisqu'il s'agit de nos modes de vie, il nous faut aussi agir à la commune, là où nous vivons c'est-à-dire là où nous pouvons en décider. Connaissons-nous notre impact à cette échelle de territoire ? Non. Les données publiques existent elles ? Non, sauf exception, en Île-de-France, où plusieurs milliers d'acteurs locaux, ont bâti un outil, validé par l'Association des maires, sur le mode enjeux, lignes d'actions indicateurs qui permet à chaque habitant, entrepreneur, élu local de mesurer son impact sur son territoire, fabriquer des projets qui changent efficacement le métabolisme de ce territoire. http://agirlocal.org/resume-d-amenagement-durable/

L'échelle métropolitaine est tout aussi nécessaire car elle permet de changer le métabolisme par la demande. Quand Paris et le C40 agissent en ce sens - l'interdiction de la voiture diesel en 2024 est emblématique- les lobbies ne peuvent pas continuer de bloquer les évolutions. Avec 1,3 millions d'habitants, Copenhague, lancée depuis 2009 est en passe de réussir le zéro carbone à l'horizon 2025.
Le plan climat de Paris qui vise le même objectif zéro carbone mais à l'horizon 2050 avec une étape en 2030, pèse 2,2 millions d'habitants au cœur d'une région de 12 millions d'habitants. Paris constate qu'il va

falloir compenser financièrement pour les derniers 20% de réduction des émissions ; ce qui ouvre une collaboration financée ville-campagne, à hauteur de 7 milliards d'euros par an à terme.

Le tout nouveau Grand Paris, d'une taille intermédiaire entre Paris et la Région, 7 millions d'habitants, est un levier qui n'est pas encore actionné à ce niveau, comme la Région, mais les travaux préparatoires du comité des partenaires ont pointé un constat désespérant et trois leviers pour agir. A rebours de la planification à la française (plans, hyperplans, Rantanplan), il s'agit :

- d'organiser un plan climat proactif, libérant les énergies de ces millions de décideurs. En leur fournissant un cadre identifiant les gisements stratégiques de réduction, et une boite à outils pour auto-mesurer leur impact sur la planète ainsi que l'efficacité des projets imaginés
- de construire une vitrine métropolitaine, favorisant les initiatives, aidant à les faire émerger, installant une ingénierie, tiers de confiance, mettant en valeur les projets démonstrateurs et accompagnant leur démultiplication, à plusieurs millions
- de créer un fonds transition pour ces projets, innovants, reproductibles. http://agirlocal.org/groupe-transition-de-la-metropole-du-grand-paris/

S'organiser pour converger sans être obligé de se coordonner :

Chaque échelle de territoire peut apporter des solutions à l'échelle adaptée : les bâtiments à la commune, les mobilités à la région, la nourriture comme les énergies à différentes échelles de territoire. Et un double tableau de bord projet-territoire peut changer efficacement le métabolisme des territoires.

La proposition faite à la Métropole du Grand Paris permet de s'organiser pour ne pas avoir à se coordonner à plusieurs millions d'acteurs locaux, ce qui est impossible, mais de converger sans se coordonner, par des actions locales mesurées avec un outil commun comme @d aménagement durable, avec des actions, des projets, des démonstrateurs reproductibles sur des gisements stratégiques identifiés : http://agirlocal.org/par-ou-commencer/

Ce qui pourrait structurer un outil, à construire, la vitrine à projets ; et laisse entière la question du tiers de confiance : qui, comment, avec quelles caractéristiques ? Comme la question du récit, convaincant et impliquant : la fresque du bon gouvernement proposée par Quattrolibri est une réponse http://agirlocal.org/soiree-transition-de-latelier-la-vie-dans-les- metropoles-au-xxieme-siecle/

Et comme celle, majeure, du traitement concret de la transition par l'inclusion et réciproquement. « ces maires qui changent tout », aux éditions Acte Sud, en illustre bien les modes opérationnels.

Tout au bout pointe ce qui fait société au quotidien : la monnaie et les financements. La proposition faite en Europe par le climatologue Jean Jouzel, du Giec, et l'économiste Pierre Larrouturou apparaît scandaleusement simple et transposable dans le reste du monde. Elle consiste à financer les entreprises, les collectivités locales, les habitants qui réalisent des projets de développement durable par des prêts à taux zéro financés par les Etats.

D'où vient l'argent ? De la banque européenne d'investissement qui prête aux Etats, à taux zéro ; d'où vient l'argent ? De la création monétaire, sauf que cette fois, l'argent va à l'économie réelle, pas à la spéculation : 1000 milliards par an ces dernières années en Europe qui nous préparent une crise économique dix fois plus désastreuse que celle de 2008 ; c'est le fond monétaire international qui le dit. Au passage vous avez remarqué: la dette de l'Etat reste inchangée: ce qui lui est prêté par la BEI est prêté pour des projets rentables. Un résumé en 2 pages de la proposition: http://agirlocal.org/pacte-finance-climat/

Quoi d'autres ?

II- L'atelier : 21 jeunes professionnels de 13 nationalités différentes.

Cette fois, ça y est, les 21 jeunes professionnels sont là, on entre dans le vif de l'atelier. Son sujet « la vie dans les métropoles au XXIème siècle » est ample, complexe et par nature conflictuel : son objet est de construire un début de vision partagée. Vaste programme.

La préparation de l'atelier a permis d'accumuler des données, problématiques et questions utiles qui se communiquent par textes et images, virtuels donc. Peu de personnes connaissent physiquement la métropole dans toute son étendue, qu'ils viennent de l'étranger ou de France. Les visites organisées pour les jeunes professionnels ont pour objet de la leur faire vivre, sentir la métropole : ses espaces publics et son bâti, ses modes de vie et ses ambiances, dans toutes leurs étendues, sur le terrain, bien au delà des limites administratives de la Région

7 visites font faire découvrir, comme un scan, des tranches d'occupation humaine de la géographie physique.

A. Sept visites de terrain

Visite 1 : éprouver les transports en commun et les distances.

Départ en train de Cergy-Pontoise, où résident les participants, jusqu'à la gare Saint Lazare puis métro jusqu'à République. Un arrêt dans le démonstrateur digital et start up de la RATP, tout nouveau partenaire, puis métro jusqu'au parc de la Villette que l'on traverse en longeant son musée des sciences et techniques.

A partir de là, coupe en travers nord –sud : nous allons suivre le canal, à pied, De Pantin jusqu'à Bobigny en traversant les opérations d'aménagement urbain de part et d'autre du canal.

Surprise, après les opérations d'aménagement pantinoises, du graffiti au kilomètre, dédié au hip Hop sur les murs des anciennes usines : un festival. Vélo et joggers peuplent les rives, quelques SDF aussi. Arrivés au parc de la Bergère, déjeuner sur l'herbe puis rencontre dans la maison départementale du parc. La directrice de l'urbanisme de Bobigny nous présente la ville puis nous emmène la visiter, à pied : rénovation urbaine, grignotage progressif de la dalle et gare du Grand Paris Express.

Tramway, chargé bien qu'il soit 16h, jusqu'à Saint Denis : un long travelling dans des quartiers populaires et industriels, un tissu urbain pour le moins hétérogène; traversée à pied du centre rénové par de grands noms de l'architecture dans les années 90, en passant devant la basilique. Marché et abords pleins de monde, dans des rues historiques ; pause grappe de raisin devant un marchand de fruits, ultime marche jusqu'à la gare de Saint Denis puis train jusqu'à Pontoise. 14km à pied pour un premier jour de parcours de la zone dense de la métropole.

De la place de la République, dans le centre de Paris, au parvis de la gare de Saint Denis ville, à quelques kilomètres du périphérique, il y a comme une différence.

Visite 2 : la tournée des institutionnels

Le matin, rendez-vous à la Sorbonne. La remontée du boulevard Saint Michel jusqu'à la cour de la Sorbonne offre l'occasion de montrer la flèche de la Sainte Chapelle, passer devant Cluny puis de rappeler Mai 68 dont on fête le cinquantenaire. Voitures et bruits suivis de calme et lieux historiques.

Transition écologique, économie de la connaissance, devenir des zones d'activité, ville inclusive, les enjeux et productions de 4 ateliers,-et de 2 post ateliers pour transition et ZA-, sont mis en lumière pour éclairer les participants. Manque celui de 2012 sur le Grand Paysage, Bertrand le présentera plus tard.

Puis Carlos Moreno, directeur scientifique de la chaire expose avec passion sa vision : en substance, dans l'anthropocène, les mégalopoles vont prendre le pas sur les Etats-nation et c'est le moyen de sortir de l'impasse climatique. Les participants commencent à poser des questions, entre autres sur les moyens réels des métropoles de prendre le pas sur les Etats-nations. La mayonnaise prend.

Puis métro pour Austerlitz et traversée à pied de la Seine. Traversée d'une gare en fonctionnement et en chantier ; Devant, l'alignement des tours de bureaux qui séparent la gare de Lyon de la Seine ; au fond la tour de l'horloge de la gare.

L'après-midi est plus formelle ; à la tribune, les partenaires des Ateliers et le président des Ateliers prennent position sur le sujet : le département du Val d'Oise, l'agglomération de Cergy-Pontoise, l'Etat, l'EPA Marne la vallée, et l'Etablissement public foncier Île-de-France ; bientôt rejoints par Grand Paris aménagement et Arep (filiale à 100% SNCF).

Les questions ne manquent pas : expertise citoyenne, partage de pouvoirs, temps long subi des transports ; un intermède de la RATP qui expose son action culturelle pour changer la vision des voyageurs sur leur moyen de transport ; puis des questions sur la spéculation, les mesures prises pour devenir durable avec le plan climat de Paris zéro carbone, les modes de régulation des prix du foncier en particulier devant la disparition des surfaces agricoles, interdire pourquoi faire, la transparence des décisions, la distorsion du temps des projets et du temps des usages, la modification des modes de travail et l'évolution des transports à long terme, la gratuité des transports, l'économie circulaire, l'absence de données publiques des émissions carbone des communes. Revue de positions institutionnelles.

Le tout se finissant par une question adressée par l'un des jeunes à la tribune sur la façon dont ils comptent arriver à zéro carbone, à temps.

Dés ces premières visites de terrain et leurs premières réactions, ce qui marque, c'est la claque adressée aux plus de 30 ans par la dernière génération à pouvoir encore espérer écarter la menace climatique et qui sera aux commandes demain : Ils n'ont pas confiance.

Retour à Cergy par le RER A.

Visite 3, coupe Nord –sud de la banlieue ouest, en car.

Cette fois, nous traversons la Seine à Conflans Ste Honorine, avec un coup d'œil sur les anciens terrains d'épandages, demain peut être port de Paris au confluent de la Seine et de l'Oise, aboutissement du projet de canal Nord Seine Europe. Passage par la forêt de Saint Germain, la gare de Grande ceinture, Marly et ses emprises routières démesurées limitées à 50km/h, Marly et feu sa machine à alimenter les eaux de Versailles, l'échangeur de Parly 2, A 86, 2ème périphérique de l'Île-de-France, puis l'A1O. Arrivée à Massy côté quartier Vilmorin développé sur les anciennes graineterie

Un développement très urbain dans un territoire pour le moins labouré par les infrastructures routières, ferroviaires et électriques très haute tension et passablement marqué par une immense ZUP des années 50-60, peu soucieuse de la trame foncière agricole historique qui fait la marque des grands paysages réussis.

Traversée de la passerelle de 200 m au dessus des voies ferrées et la future station du Grand Paris Express.

Puis en car pour l'autre côté des voies, le quartier Atlantis et son mode de transformation concertée d'une zone d'activité en quartier urbain, sans achat du foncier par la ville : une première, portée comme adjoint par l'actuel maire de la ville. Massy est à 10 km de paris par une coulée verte développée sur l'emprise du projet, abandonné, de radiale autoroutière Vercingétorix qui aboutissait sur un échangeur en plein Paris sur lequel a été construit… la direction régionale de l'équipement Île-de-France.

Les gares de Massy-Palaiseau (2 RER, une TGV et demain Grand Paris Express) sont autant de portes d'entrée sur l'opération d'intérêt national Paris Saclay à l'émergence de laquelle les Ateliers ont concouru par un atelier en 2007. Il y était proposé de lier le plateau au réseau TGV et aux deux aéroports, au moment où un futur ministre rédigeait son rapport au premier ministre sur les pôles de compétitivité… Celui qui a inventé le Grand Paris express. L'un de ses conseillers était dans l'atelier.

Traversée d'un territoire, bien habité, où se trouve le quart de la recherche française, « 11 agriculteurs et 11 000 chercheurs, cherchez l'erreur », marqué par Pierre et Marie Curie, l'énergie atomique, les universités d'Orsay, l'école Polytechnique, HEC et bien d'autres, les médailles Fields de l'institut de mathématiques, la ville nouvelle de Saint Quentin en Yvelines, Versailles, deux vallées riches, Bièvre et Chevreuse, et 300 ha

de champs agricoles tout aussi riches au milieu, sur le plateau, désormais protégés. Traversée de Versailles, son château, aperçu des avenues et bâtiments versaillais.

Direction la Défense où un ex directeur adjoint de l'Etablissement public d'aménagement (l'EPAD) nous attend au pied des marches de la Grande Arche. Le changement d'échelle est brutal, changement de morphologie et d'ambiance dans un quartier qui est moins dense que le Paris Haussmannien en dépit de ses gratte-ciels.

Rapide historique,- les grandes entreprises de Paris voulaient grandir, dans une ville qui voulait garder sa morphologie Haussmannienne ; d'où ce quartier à la géologie apte à accueillir des tours, à 10 mn des quartiers chics où résident les patrons de ces grandes entreprises. 150 000 emplois sur une centaine d'hectares et 90% de salariés qui viennent en transport en commun faute de pouvoir faire autrement.

Histoire de la grande arche, de la décision présidentielle, et renvoi sur le livre de Cossé : il conte les péripéties de la construction dont Sprekelsen, qui a gagné le concours, ne s'est pas relevé.

Tour de l'esplanade, tours rénovées et augmentées moyennant un régime urbain « *qui déroge au code de l'urbanisme par la négociation menée par l'EPAD, aujourd'hui EPADESA, confié depuis peu aux collectivités locales, présidé par le président du département* ». Quelques logements sociaux historiques et retour vers la grande arche et Nanterre le long de l'axe historique qui aboutit à … à l'axe majeur de Cergy-Pontoise moyennant un petit angle sur l'île de Chatou.

Regret sur la possible transformation de la centrale à fuel lourd en centrale à bois qui pourrait être amené par la même voie ferrée : ce projet transformerait en bloc ce quartier d'affaires en quartier d'affaire durable, développeur d'emplois en région de forêt, comme la Normandie ou le Limousin, par un approvisionnement contractualisé à long terme.

Puis les Groues, friche en grande partie ferroviaire, sur Nanterre ; autre regret en passant devant le lieu dit la Folie : là une gare TGV aurait pu desservir La Défense, avec une gare RER Eole, aujourd'hui sous le CNIT ; la plus grande et fine voute du monde périra-t-elle du creusement de la gare sous ses fondations ?

Buffet sur la nouvelle emprise temporaire de Yes we Camp, une formule dont l'invention se situe à Marseille, lors de la consécration de Marseille capitale de la culture, formule créée par un précédent directeur des Ateliers ; elle consiste à créer du lien social et de l'espace vécu avec des espaces en devenir comme la friche de l'hôpital Saint Louis à Paris. Une idée puissante, une économie fragile.

Retour à Cergy.

Visite 4, Grand bassin parisien et plus : Vendôme et Blois

Cette fois, c'est RER avec les premiers qui vont au travail à Paris à 5h30 ; tapis roulant de la gare Montparnasse qui a été reculée de 200 m dans les années 60 pour faire la tour du même nom mais les lignes de métro n'ont pas bougé…

Puis TGV à Paris-Montparnasse. 45 minutes plus tard, la directrice de l'aménagement de Vendôme nous accueille. En bus il faut encore un quart d'heure pour être au centre de Vendôme, 15 000 habitants. Bilan : de Cergy à Vendôme, 2 fois plus de temps en transport en commun de trajets terminaux que pour le trajet TGV.

Petite ville de qualité qui fait dire à l'un des participants : « *je n'en n'avait jamais vu comme ça en vrai, seulement dans mes jeux vidéo*». Il est vrai que la rue principale, les bras du Loir et l'ex collège de Balzac mettent la barre assez haut.

Visite de l'ex caserne : Vendôme vient de signer avec Louis Vuitton : 150 emplois de petites mains, recrutées localement, dans le plus beau bâtiment de la ville. Passage dans le musée qui abrite une copie de … la Joconde. Politique du ministère de la culture.

Puis le château tout en haut pour le paysage vendômois, ses toits d'ardoise, ses coteaux et son histoire.

La directrice nous emmène chez elle, l'ex parisienne : une maison de 220 m2, sur un bras du Loir, pour le prix de son appartement parisien de 60 m2 il y a 10 ans. Choix de vie avec les 3 enfants du couple.

A midi, pause déjeuner au théâtre de la ville. Beau bâtiment et programmation visiblement à la même hauteur. Exposé sur les raisons de l'implantation d'une gare TGV, en gros la gare contre le passage de la ligne dans les vignobles. Loin de la ligne existante, dommage pour l'intermodalité TER-TGV. Le maire nous reçoit : forces-faiblesses du territoire/ 3 millions d'habitants en Région Île de France, vous en prenez un peu ?/ le changement climatique, vous faites quoi ? Trop peu de temps pour des questions que le maire aurait voulu plus développer avec les participants.

Car pour Blois, arrivée par les berges face à la ville. Toits d'ardoise et morphologie historique. Nous sommes accueillis par le directeur du conseil architectural, environnemental et urbain, bientôt en charge de la mission Loire. 230 km de rives, classées au patrimonial mondial de l'Unesco. Traversée du pont Gabriel et visite à pied de la vieille ville : contournement de l'escalier Denis Papin qui marque le dénivelé vallée-plateau, arrivée sur le marché aux grains puis descente vers le futur centre au pied du château aux arbres plus que centenaires et remontée à travers le jardin dessiné par Gilles Clément.

Arrivée à l'école du paysage de Blois dont la principale caractéristique est d'enseigner aussi les connaissances en matière de développement durable. Reçus par sa directrice nous écoutons un exposé de l'observatoire de l'économie et des territoires sur les actifs qui habitent l'axe ligérien,-d'Orléans à Saint Nazaire-, et vont travailler (pas tous) chaque jour en région Île-de-France. L'axe ligérien, c'est 3,8 millions d'habitants et 1,5 millions d'emplois ; 1% des actifs vont travailler en région Île-de-France, peu en relatif mais une masse significative en valeur absolue: 15 000. Puis la directrice détaille les cours et travaux à l'école avant un échange qui se clôt par une question ; pourquoi n'avons nous pas de 5ème année dans les ateliers : question de calendrier scolaire qu'elle propose d'arranger avec nous.

Montée sur la terrasse d'où l'on peut voir l'ensemble de la ville, ZUP et usine de traitement des déchets incluses, la Loire et sa digue désormais insuffisante avec le changement climatique et la Sologne proche, forêt privée qui ne cesse de s'agrandir.

Retour en TER par la gare et sa drôle de rampe à vélo, gare d'Austerlitz et RER A jusqu'à Cergy.

Visite 5 et 6, Marne la Vallée ou la Seine de Cergy au Havre ?

Faute d'un nombre de jours suffisants pour cet atelier, les équipes doivent se répartir en deux groupes : l'un va aller à Marne la Vallée, pris en charge par l'EPAMarne-EPA France, l'autre va aller jusqu'au Havre.

Marne la vallée :

Le chef de projet attractivité économique et territoriale, et la directrice adjointe de la stratégie, nous guident. Le parcours permet de faire découvrir aux participants les différents secteurs de la ville nouvelle, son histoire, les différentes typologies d'urbanisme et les caractéristiques majeures du territoire :

- un territoire initialement organisé en 4 secteurs, entrecoupés de plaines et d'espaces paysagés, selon un axe Est/Ouest de 30km: de la zone dense à la zone périurbaine.
- un développement dans le temps : des secteurs identitaires de différents âges de la ville
- un territoire structuré autour de l'autoroute et du RER A : une saturation évidente à questionner, des anciennes emprises d'autoroute reléguées à l'urbanisation future
- des disparités sociales évidentes selon les secteurs.
- une présence de bourgs historiques à valoriser :
    - conservé dans l'extension de l'urbanisation (Val d'Europe)
    - conservé dans leur totalité et leur ampleur (Lagny sur Marne)
    - conservé dans leur caractère rural (Jossigny)
- un paysage d'une grande qualité, proche de la cité jardin à grande échelle. La Marne est peu visible mais la topographie et les différents bassins de rétention aménagés avec une grande qualité mettent en avant cette géographie remarquable
- un axe de développement fort autour du tourisme : Disneyland dans le secteur 4 avec des commerces à destination des touristes étrangers et un nouveau parc village nature

Un bus et trois balades à pieds donnent un éclairage sur les modes de vie futurs :
- Secteur 01: Héritage et avenir de la ville nouvelle et projet d'envergure lié au Grand Paris Express
Point01, Noisy le grand et Point 02, Marne Europe
- Secteur intermédiaire : Pole d'excellence en devenir "au delà des frontières parisiennes"
Point 04 : cité Descartes, le cluster de la ville durable
- Secteur 02 : la cité ouvrière et le futur départ de Nestlé
Point 05 : Noisiel et Point 06 : Repas dans le parc – locaux de l'Epamarne
- Secteur 03 : Entre la ville résidentielle, le bourg rural et la plaine agricole
Point 10 : Explosion démographique de Bussy St Georges et l'éco quartier du Sycomore
- Secteur 04 : Le tourisme comme axe de développement
Point 12 : le Val d'Europe, l'intensité urbaine à 30 km de Paris

La vallée de la Seine de Cergy au Havre (2x200km)

Départ de Cergy-Préfecture en bus, arrêt sur l'Axe Majeur : mise en valeur de la géographie, panorama sur un vaste paysage perçu comme une grande forêt dont l'horizon se limite à Paris et à La Défense.

Traversée du parc régional du Vexin, passage sur la rive gauche par le pont de Meulan, seul lien entre les deux rives de la Seine au sortir de la A13, avant de longer Mantes, et de passer à coté de la ville nouvelle du Val-de-Reuil, choisie au détriment de la ville nouvelle de Mantes en région Île-de-France.

Traversée des trois ponts viaducs (à 35 mètres au dessus de la Seine) de Brotonne, de Tancarville et de Normandie. Arrêt intermédiaire le long de la Seine dans le parc régional des rives de Seine. Passage le long de la raffinerie de Notre-Dame de Gravenchon avant le port du Havre, sur 10 000 ha.

Visite du plus grand port de containers de France en bateau; port pétrolier; escale pour bateau-immeuble de croisière; centrale thermique au charbon; 85% des marchandises vont vers l'intérieur par camion, 10% par train, 5% par voie fluviale;

La ville du Havre: reconstruite par Auguste Perret après 1945, utilise du béton armé pour des habitats mixtes, beau compromis entre les idées du mouvement moderne et des valeurs traditionnelles : composition urbaine et continuité du bâti.

Retour sur la rive droite par le pays de Caux. Celui-ci est doté d'une organisation agricole exemplaire de haies brise-vent constituées de clos-masures de nature à favoriser les rendements agricoles; la modernisation de l'agriculture les a considérée comme obsolète avant de commencer à reconnaitre aujourd'hui l'intérêt qu'elles représentent.

Regard rapide sur Rouen et sa cathédrale, son port, ses industries et sa raffinerie. Commentaire sur l'absence du TGV entre Paris et Le Havre, traversée du Vexin normand et français ; retour a Cergy.

La visite a permis de mesurer les équilibres entre les zones rurales, naturelles, les zones habitées et les parcs d'activités, de confronter les visions sur les modalités de reconstructions après la seconde guerre mondiale avec les exemples d'urbanisme qui s'appuient les uns sur les structures anciennes: Évreux, Amiens, Reims mais aussi Dresde, les autres comme Le Havre mais aussi Vienne qui se sont construites sur un dessin entièrement nouveau.

A la reconstruction de Vienne après la première guerre mondiale (Vienne la Rouge) la priorité a été donnée par les politiques au logement social et aux équipements et services qui les accompagnent, avec des architectures de qualité : reconnues et classées aujourd'hui au patrimoine de l'UNESCO, tout comme la reconstruction du Havre.

Visite 7, Au sud-est, Montereau et la Bassée

La Bassée est un trésor de biodiversité. Un tour en car vise à donner un aperçu du territoire, de ses paysages et de son patrimoine, de ses infrastructures et de ses productions, de sa vie.

En bus donc, direction Melun pour prendre les sudistes qui nous attendent à la gare. Puis direction Balloy, commune de 335 habitants où nous sommes reçus par le maire, le président de l'intercommunalité (24 000 habitants), celui de la réserve naturelle et sa directrice. Et aussi par la femme du maire qui a préparé le café et des gâteaux.

En quelques mots, le décor est planté : déficit d'emplois et d'attractivité de ce territoire rural, peu de besoin de main d'œuvre agricole, manque de formation de la main d'œuvre locale pour s'adapter.

Le projet de Seine à grand gabarit est majeur pour améliorer le transport de marchandise, fait aujourd'hui par camion : céréales et sablières. L'intercommunalité centre ses efforts sur Bray sur Seine et son port. En vue une usine de préfabrication pour le Grand Paris Express.

La réserve de biodiversité, 834 ha, est exceptionnelle : la forêt alluviale recèle un trésor, une vigne alluviale qui pousse dans la canopée ; l'ancêtre de la vigne domestique. Les prairies humides ont longtemps nourri moutons, vaches et … chevaux de la garde nationale de Paris.

Un sentier découverte, un observatoire à oiseaux, un festival, des formations, une appli éco-ballade, la directrice expose le plan d'action à 5 ans de la réserve : apporter une expertise technique au delà de son périmètre. Puis, à défaut de voir la réserve, inaccessible par la route, des photos donnent envie de revenir avec enfants et petits enfants, avec du temps pour la voir, à pied.

L'eau, ressource naturelle, y est pompée sans vergogne comme partout ailleurs, gratuitement, sans contreparties, nous dit le président. Cette attitude ne passe plus ici, ce sera désormais avec contreparties. Un plan local d'urbanisme intercommunal est lancé, chronophage mais arme de cette nouvelle attitude. Il visera à développer une première transformation des graviers et le chanvre, celui qui sert à isoler les bâtiments ; le tourisme aussi par exemple contre la retenue d'eau de 300 ha voulue pour réguler la Seine, la formation des populations avec. Il est tout autant hors de question de prendre des terres agricoles, une commission y veille, les débats y sont musclés. Quand aux néo-ruraux qui arrivent, ils ne se contentent plus de vouloir sauver les écoles, ils veulent des services, urbains… D'où la maison médicale à Bray sur Seine. Et le besoin de télétravail donc de fibre optique sur tout le territoire.

L'abbaye en cours de restauration par ses propriétaires privés, le silo qui va être démoli, la moissonneuse-batteuse qui a brûlé pour cause de canicule, la poste partie, (un employé de mairie fait fonction), le port et la maison médicale.

A la question, l'INSEE estime à 3 millions le nombre d'habitants supplémentaires à venir en Île de France, vous en prenez un bout ou pas ? Le président répond : *« nous ne souhaitons pas être une banlieue parisienne mais nous voulons rendre notre territoire attractif*. »

Puis direction Montereau. Une halte technique à l'entrée de la ville donne l'occasion de voir la ZAC de la sucrerie, aujourd'hui disparue. Une traversée rapide du Montereau historique pour monter sur la plateau où la ZUP a été en son temps étalée, à 90 km de Paris. Choc. C'est ce que le schéma directeur de la région parisienne de 1965 a arrêté.

Un projet d'envergure qui a sombré, comme beaucoup d'autres, monté avec une mécanique infernale : le chemin de grue, le chauffage urbain, le centre commercial, pas d'emplois ni de moyens de transport et un vocabulaire délirant pour habiller le tout. Ce qui a conduit Delouvrier à faire confiance aux jeunes professionnels de l'époque pour dessiner leur propre avenir et mettre de côté les grands prix de Rome qui sévissaient.

Reste que depuis plus d'un demi siècle, les maires successifs ont du se mobiliser au delà du raisonnable pour réparer autant que faire se peut une faute ou vit le tiers de la population de Montereau : à l'écart des aménités de la petite ville, de ses moyens de transport, sur le plateau, face aux champs.

B. Quatre propositions

La vision radicale du monde de ces jeunes professionnels va bousculer : le jury d'abord, dans ses responsabilités, ses compétences, ses modes de vie. Il n'est pas le seul : décideurs, concepteurs et habitants aussi, nous en quelque sorte. D'autant qu'ils proposent des solutions, plus ou moins ancrées sur des démonstrateurs. Un comble.

Times révolution

Pour " Time révolution", nous n'avons que 24h par jour, une vie toujours plus stressante qui fait que 69% des franciliens veulent quitter la région. Une vidéo à l'heure de pointe dans le RER illustre le propos.

Où les franciliens rêvent-ils de vivre? S'agit il de faire évoluer le travail ou est il faisable de transformer la région parisienne pour qu'elle soit plus en phase avec les aspirations de ses habitants? Comment faire face aux rythmes effrénés? Comment améliorer la vie en conciliant vitesse et lenteur dans la ville? Et si l'on travaillait 6h par jour, différemment, à horaires flexibles, avec moins de déplacements? Et si au lieu de courir après le travail, c'était le travail qui suivait l'individu?

Une certitude anime l'équipe Time révolution : "*il n'existe pas une manière de vivre la métropole mais presque autant de pratiques que d'habitants et de territoires*". Ils illustrent la diversité et la complexité des temps quotidiens ainsi que la répartition de notre temps sur les 24h au travers de la cartographie de trois profils de personnes sur un même territoire.

Une nouvelle répartition et de nouveaux usages des temps sont donc institués, le principe des 9h de bonheur est posé. La future organisation de nos 24h, se repartira ainsi : 6h consacré au travail, 1h maximum pour les transports et 9h dédiées aux activités sociales, collaboratives, loisirs, lectures, créativité, famille...

La réduction du temps de déplacement est en lien direct avec la disparition de la voiture. Les solutions proposées s'adaptent aux types d'activités : des moyens de transports écologiques pour le travail présentiel, une évolution des organisations des entreprises via le numérique pour le travail distanciel.

L'équipe propose une modification des paysages urbains au travers de l'évolution des temporalités. Pour cela, ils développent un nouveau modèle d'aire urbaine basé sur la notion de proximité. La ville de demain s'organise autour d'un temps de déplacement confortable de 20minutes. Cela corresponds aux distances parcourues par les modes de transports les plus écologiques comme le tram ou le vélo. Ces mesures s'accompagnent de la mise en place de nouveaux lieux de la vie quotidienne tels que des e-stations ou des tiers lieux. Ces derniers seront conçus comme de lieux multifonctionnels de travail et de vie collective, favorisant la vie sociale et les interactions entre les différents acteurs de la ville (entreprises, instances politiques, citoyens)

Les espaces devenus obsolètes tels que les parkings ou les surfaces de bureaux seront transformés pour y accueillir de nouveaux usages. Des lieux de conciergerie, des réponses aux problèmes de logement ou encore de déploiement des savoirs faire-locaux seront des pistes à développer.

Time révolution se positionne en rupture avec le présent et propose des alternatives innovantes permettant de répondre aux défis environnementaux, sociaux et économiques. Pour eux, le changement de paradigme doit s'amorcer quotidiennement au niveau local. La prise en compte des temporalités, l'échelle de l'individu et la notion de proximité, sont les nouveaux outils d'aménagement de la ville de demain.

Food and the city

Pour « Food and the city » le changement climatique doit être pris au sérieux :

L'Île de France va voir sa population augmenter de plus d'un million d'habitants d'ici à 2050, hors toute crise migratoire massive ; l'étalement urbain pris sur les sols agricoles diminue la capacité de production de nourriture ; tandis que la dégradation des sols par la pollution se poursuit. Avec la diminution de la capacité de stockage du CO2 dans les sols et l'emploi massif d'énergies fossiles cette dynamique crée et augmente le changement climatique. Un extrait du film « soleil vert » qui date de 1974, et est supposé se passer en 2022, illustre le futur dont les membres de l'équipe ne veulent pas.

D'où leur angle pour traiter des modes de vie : la nourriture, un tiers des émissions de gaz à effet de serre, de la fourche à la fourchette. Ils refusent les objets comestibles non identifiés, les OCNI du sociologue Claude Fischler et interrogent modèles agricoles et contenu de nos assiettes : sel, sucre, viande. Ils citent Pierre Rabhi en nous souhaitant bonne chance plutôt que bon appétit. Une façon de nous dire que nous n'avons pas pris la menace à hauteur des enjeux.

« Food and the city»

Chaque million de bouches supplémentaires en Île de France, c'est plus d'insécurité alimentaire. Chaque degré de réchauffement, moins de rendement agricole. Sur ce constat, « Food and the city» s'attache, dans le temps disponible, à deux points clés : la production agricole et la consommation. Et une question: comment une production de nourriture durable permettrait une meilleure qualité de vie ?

Ils proposent d'abord 6 critères de décision pour évaluer le potentiel d'évolution des territoires et leur capacité à écarter le futur qu'ils ne veulent pas : le potentiel éducatif vient en premier. Suivent production, transformation et transports efficaces / bienfaits sociaux/ empreinte écologique minimale/ support à la biodiversité/ création d'emplois.

Puis ils caractérisent les territoires franciliens sur 2 axes : rural-urbain, production centralisée, décentralisée. Et vont chercher 4 territoires d'application, complémentaires.

-La zone d'activité de Courtaboeuf, urbaine-centralisée, centrée sur des fermes verticales, résilientes : 70% d'économie en eau, en terre, en énergie et en émissions. Une culture sur place, du légume à l'aquaponing, aux débouchés sur place dans les restaurants interentreprises (25 000 emplois) mais aussi les institutions (hôpitaux, universités, écoles) et les territoires alentours. Fil rouge : *la revitalisation d'une zone d'activité par la nourriture.*
-Paris Saclay, rural-centralisé, visant l'autonomie alimentaire saine de ce grand territoire ; en le faisant passer de la monoculture de céréales à l'agro-écologie, adossée au potentiel de recherche, d'enseignement, d'innovation et de développement de ce pôle de compétitivité qui concentre 25% de la recherche française : diversification des cultures, agroforesterie, marché d'intérêt territorial pour la région. Fil rouge : *diversités et collaborations agriculture-pôle de compétitivité*.
-Saint Denis, urbaine-décentralisée, créant du maraichage urbain dans les dents creuses de l'urbanisation et de l'excellence par l'alternance dans les métiers de bouche : semences anciennes et réinsertion. Food lab', lieux flexibles et ouverts, évènements sportifs support, festivals de cuisine et restaurants innovants. Fil rouge : *l'empowerment par la production de nourriture.*
-Cergy Pontoise et le parc naturel du Vexin autour du renforcement du lien agri-urbain et une quantification : les 40 000 ha de zone agricole utile du Parc naturel régional du Vexin peuvent nourrir 1,5 millions d'habitants à 50 g de viande en moyenne par jour ou fournir 40 000 habitants en viande. La seule plaine de Cergy, (90 ha) alimenterait 25 000 personnes en légumes bio et créerait 145 emplois à temps plein (pour 75 emplois actuels sur les 1250 ha de Cergy-Pontoise). Fil rouge : *la nourriture pousse massivement à la campagne et est consommée en ville.*

L'équipe termine par un manifeste en trois temps : nous reconnaissons, nous proposons, nous demandons. En particulier une politique publique encourageant un changement de régime alimentaire et des subventions aux plus démunis, un soutien à l'agriculture de transition par des critères environnementaux sur les produits importés, une évolution drastique du statut de la propriété, dissociant la propriété du foncier par la puissance publique de l'usage des sols agricoles ; avec des baux ruraux comportant des critères environnementaux, contrôlés régulièrement.

Seeds

Pour Seeds se sont les modes de vie qu'il faut changer pour éviter "*l'annulation des relations sociales voir l'annulation du futur*". Comment faire devant la multiplicité de diversités des visions, des intérêts, des territoires métropolitains? Le top down a fait la démonstration de ses limites, pouvons nous repartir du bas pour converger? Comment favoriser l'équité, la durabilité et le bien être?

Le but de l'équipe est de connecter la diversité de la métropole au travers d'une multitude d'interventions à petite échelle. Les rapports humains deviendront alors la clef du développement de la ville de demain.

Leur stratégie s'appui sur la métaphore de la graine qui fit pousser toute une forêt, à l'image du Festival indien Hini Ganesh Chaturthi. Ce festival local de revendication crée en 1892 est aujourd'hui une manifestation pluri-religieuse s'étendant sur l'ensemble du pays pendant 10 jours. C'est un lieu de rassemblement et d'échange sur de multiples questions de sociétés

Leur proposition est donc d'organiser toute une série d'activités à l'échelle locale en utilisant des espaces vacants pour améliorer la qualité de vie des habitants. L'objectif principal est de connecter les personnes et les villes à différentes échelles, au travers d'initiatives qui valorisent les atouts locaux, l'identité et l'histoire des lieux. Quatre principes majeurs sont énoncés :
- Construire des villes attractives et augmenter le bien être en offrant aux locaux un plaisir à y vivre
- Promouvoir l'inclusion sociale pour une population d'âge, de culture, de milieux socioéconomiques différents à travers des interactions sociales
- Encourager les habitants à devenir fabriquant de leur ville et ainsi choisir le mode de vie
- Activer l'économie locale pour réduire l'empreinte sur l'environnement, créer des emplois et produire selon les besoins de la population.

La méthodologie mise en place revient à identifier des failles matérielles et immatérielles. Au sein de ces dernières seront implantées des activités au niveau local qui en réseau permettront d'influencer le développement du territoire. Les lieux de travail flexible, les écoles, l'habitat, les mobilités douces seront le cadre matériel tandis que variété, égalité, et proximité en seront le cadre immatériel.

Deux sites contrastés illustrent leurs démarches, à savoir partir des spécificités du site afin d'y introduire des activités à la fois appropriées et exploitables :
Pour Vendôme, l'un des enjeux majeurs repose sur l'attractivité de la ville, notamment pour les jeunes ménages. Les transports, les migrations pendulaires et la qualité de vie sont les objectifs ciblés. Trois sites sont mis en réseau pour y répondre : la gare historique, le bourg de village et le site Louis Vuitton forment un nouveau hub de la mode irriguant le territoire.
Pour Saint Denis, c'est la réappropriation "organisée" de l'espace public et du parvis de la gare par les habitants qui fait l'objet d'interventions.

En conclusion, Seeds, rappelle que la cohésion sociale et les relations humaines sont impactées par les mutations technologiques et que l'attractivité des petites et moyennes villes reste un enjeu de premier ordre. Leur objectif est de faire face aux défis de l'avenir au travers d'actions présentes, qui se développent dans le temps, en connectant les personnes, les lieux et l'économie. A partir d'une approche bottom-up, de petits changements peuvent agir comme des aimants attirant de plus grandes initiatives qui toucheront encore plus de personnes et d'activités. Les interventions humaines sont l'élément déclencheur de la vie sociale, qui améliorent l'habitabilité, l'inclusion et l'économie locale

Micropolis : *La vie au delà de Paris*

« *Nous avons choisi de nous intéresser aux exclus de la métropole et aux territoires dans lesquels ils vivent, de regarder le Grand Paris de l'extérieur* »

Pour l'équipe **« Micropolis »,** Paris est au centre de tout, moteur et récepteur de toutes les richesses, seul lien effectif entre les autres territoires. Le Grand Paris assèche les territoires bien au delà de la région.

Le diagnostic qui « *leur a sauté aux yeux* » est cinglant avec des mots comme déterritorialisation, insoutenable, affaiblissement, dissolution, éloignement, perte, abandon. L'équipe nous interpelle : allons nous nous aveugler longtemps sur la perte de vitalité urbaine des territoires loin de Paris ?
Comment agir pour que tous les habitants des territoires profitent d'une même qualité de vie ?

L'équipe se pose cette question : peut-on vivre sans Paris ? Paris est plus dépendant de sa périphérie que l'inverse. Et si talents et produits, au lieu d'aller travailler à Paris étaient distribués équitablement sur la région ? Elle appelle à transformer le moteur central qui se nourrit des périphéries en une structure pluri motrice, valorisant le potentiel local, selon un modèle de développement dont chacun profite : la **Micropolis** ; c'est à dire le plus petit territoire de vie,-villes, villages et centre-bourgs-, qui profite des mêmes aménités métropolitaines que le centre.

Comment une seule métropole peut se changer en un réseau de petites métropoles ? Economie locale, changement climatique et inégalités, les initiatives ne manquent pas aujourd'hui mais ne se connaissent pas, ne se nourrissent pas mutuellement. Elles ne sont pas considérées comme des moteurs de changement, elles ne sont pas soutenues par les pouvoirs publics. Il manque un déclencheur de développement local. La gouvernance, d'abord, est inadaptée.

Une nouvelle gouvernance aux limites redessinées par la géographie physique et les paysages est un moyen de se connecter à l'environnement naturel, de fournir un cadre à des projets ancrés dans le territoire local, prenant en compte les besoins et les potentiels locaux : des territoires gérés par une communauté de citoyens qui utilisent ses ressources spécifiques, à petite et grande échelle, avec un soutien financier des institutions. Ils affirment : ce qui compte c'est le territoire géographique, le grand paysage ; le relief et l'eau, en sont les structures premières.

Une grille de 8 indicateurs des composants des aménités métropolitaines appuie la transformation vers ces territoires locaux et connectés, attractifs, où l'on vit bien, sans se rendre à Paris : accessibilité, énergie, agriculture, vie sociale et loisirs, services et équipement, environnement, travail et logement. L'inventaire des points forts et potentiels de chacun permet de combler les lacunes des uns par la connexion avec les autres. La grille pointe et mesure la création de valeur, elle est contrôlée et diffusée par l'organisation métropolitaine, facteur d'équité : une nouvelle gouvernance, à l'échelle du bassin parisien.

Deux grands territoires, Cergy et le Vexin d'une part et confluence Seine-Yonne de l'autre mettent en lumière plusieurs types d'établissements urbains où installer des gouvernances à moyenne et petite échelle: les villes de fleuve, de rivière, Cergy et Montereau-Fault-Yonne/ les villages de plateau, Paley et Gouzangrey/ et ceux de routes, Vigny, Egreville.

3 outils de la micropolis sont proposés à titre d'exemple. L'urban cube, tiers lieu professionnel étendu à la sociabilité et à la créativité, mis en place dans des espaces en déclin ; foodshare qui vise un lien direct producteurs et consommateurs locaux-investisseurs, diminuant les émissions de carbone et redistribuant les richesses ; et une plateforme d'échange de logements, institutionnelle, temps réel ; l'usage du sol (privé) y est dissocié de sa possession (publique). Ces trois outils concourent à l'attractivité des territoires et donc au raccourcissement des distances, au développement des moyens de transport écologique et des mobilités douces.

3 scènes illustrent cette vie micropolitaine, transformée par ces propositions. Une experte en permaculture et professeure, à Cergy ville rivière ; un ingénieur informaticien à Egreville, village de route ; Gouzangray, village de plateau de 70 habitants, mini cluster de moutarde de qualité.

C Complémentarités et positionnement partagé

A quelle hauteur de vue faut-il penser ? Sur cette question du séminaire productif, les équipes ont pris position :

Pour apporter des réponses à la hauteur des enjeux, sociaux, économiques, environnementaux, de la vie dans les métropoles au XXIème siècle, les équipes ont choisi une entrée par thèmes, chacune par un bout du système que l'humanité fait avec la terre, sans laquelle il n'y a pas de vie possible : la nourriture, les aménités des établissements humains, le temps disponible chaque jour et la fête. Sans prétention à l'exhaustivité mais avec la volonté d'être efficace.

Puis elles ont exploré leur thème avec la même méthode : une évaluation critique suivie de propositions à la hauteur des enjeux perçus, de leur vision de la métropole dans laquelle ils veulent vivre. En commençant par remettre en question les limites communément admises du territoire de la métropole : ni Paris, ni le Grand Paris, ni même la région Île-de-France : la métropole va bien au delà pour se nourrir, s'approvisionner en main d'œuvre et en produits, vendre ses productions, bref exister. Et puise dans les campagnes.

Sur ce terreau commun, elles ont fait pousser des idées complémentaires.

Devant la contradiction entre le gigantisme et le désir de proximité, l'une propose des établissements humains, hameaux, bourgs, villages, villes qui disposent de toutes les aménités que l'on attend de la métropole, où qu'ils soient, en jouant les complémentarités qu'amène la mise en réseau. Cette proposition est complétée par l'entrée par les 24 heures dont dispose tout un chacun chaque jour. Elle abouti à proposer un territoire accessible en 20 mn. De quoi fabriquer une nourriture saine, dit une troisième équipe, contrôlable par la proximité des acteurs : producteurs / clients-investisseurs ; de quoi y trouver une meilleure santé, de l'emploi et combattre le changement climatique, diminuer l'empreinte écologique de l'humanité, suicidaire, sur la planète ; et vivre heureux en fabriquant des projets qui soignent les blessures et les oublis, fait pousser les projets locaux et le bien être, à la ville et à la campagne, pointe une quatrième équipe.

Toutes abordent les mobilités qui en découlent avec cette idée que le meilleur besoin est celui que l'on n'a pas à satisfaire ; économiser du temps de transport avec du travail qui vient à vous et non l'inverse, des distances productions-consommations raccourcies par des boucles locales, et donc des distances accessibles à pied ou en vélo, en modes doux, dans des territoires aux vitesses apaisées, au lien social et à la sécurité retrouvés, avec des transports en commun pour les inévitables trajets de longue distance mais diversifiés, adaptés aux territoires, avec des tiers lieux où travailler près de son domicile, une-deux fois par semaine, au moins pour ceux dont le métier le permet. Il s'agir là d'une autre organisation du territoire partant des besoins des habitants, de la vie voulue et pas de la vie imposée.

Le grand paysage y devient une évidence ; pas l'extraordinaire, celui qui fait voyager pour aller le voir, non, celui de la vie de tous les jours, de la géographie physique comme elle est, les rivières, les plateaux, les buttes de l'Île-de-France, et leur occupation millénaire par les humains ; ce paysage que l'on ne voit plus à force de le parcourir chaque jour, celui que l'on dégrade en conséquence, jour après jour, en l'ignorant. Il devient enjeu du plaisir de vivre dans la beauté de son lieu de vie, au quotidien. Il devient un outil de gouvernance pour y loger une communauté de projet, adaptée à l'enjeu climatique, à la production et la consommation de ressources renouvelables, nourriture en tête, énergies et bien être inclus.

Le mur climatique reste la préoccupation majeure, la plus présente et avec lui l'incontournable changement des modes de vie : la proximité contre le gigantisme, en matière de transport, d'alimentation, de projets de transition et d'organisation de la gouvernance des territoires; avec cet écueil : comment convaincre habitants, entrepreneurs, élus de tous bords chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de l'inaction, du trop peu ? Les politiques parce qu'il n'y a pas de demande électorale, les entrepreneurs parce que c'est le rôle des pouvoirs publics et les habitants parce qu'ils n'y peuvent pas grand' chose.

L'une des équipes en fait son thème majeur : et propose de partir des gens, du sens de la fête, de graines de projets imaginés par eux dans la rencontre suscitée par la fête, organisée avec les pouvoirs locaux ; des graines de projets qu'ils sèment dans des trous où les faire pousser. Des graines de projet fabriquées micro lieu par micro lieu, magnifiées par une fête inspirée de l'Inde des années 40 qui réunit aujourd'hui des millions de personnes pendant 10 jours, pour se parler de ce qui nous préoccupe, pour nous rassembler et

agir. Le précédent est là. Ils mettent en scène quelques trous où semer, et pointent qu'ils sont aussi simples à identifier que les vides laissés par l'histoire de la dilapidation à tout crin des énergies fossiles, de la désertification jusqu'au désespoir de territoires entiers, campagnes et petites villes, de l'accroissement des inégalités jusqu'à l'insupportable. Avec cet outillage transverse : des indicateurs pour l'efficacité, pour l'équité, pour la plaisir de vivre dans le bien être. Les trois autres équipes fournissent des pelletées de semences, critères de choix, lieux, et jardiniers.

Il en résulte une vision de la géographie physique et la géographie humaine, dans le temps compté de la vie de chacun, sur un espace de vie à dimension humaine, dans l'équité et le plaisir de vivre, fondée sur une nourriture saine et des énergies renouvelables qui écartent la menace climatique, établies par des initiatives locales et des gouvernances à hauteur des enjeux, pour le bien être de cette espèce qui peuple la terre, au point d'oublier qu'elle en dépend.

Une vision de la vie voulue au XXIème siècle par ceux qui la vivront.

Très loin de nos pratiques actuelles,

à portée de main,

tendue.

III- Le jury devant la génération d'après

A. Prises de connaissances

Traditionnellement, le jury est considéré comme une sorte de 5ème équipe. Il doit travailler en quelques heures. La veille du délibéré, le cahier de session produit par les équipes de jeunes professionnels lui a été remis et une discussion a été engagée avant un repas pris ensemble qui permet de démultiplier les échanges. Animés et pour cause.

Entre l'urgence du changement climatique, la fulgurante révolution technologique et le gigantisme qui se développe sur tous les continents, où et comment vivrons-nous demain dans un monde à la fois de plus en plus urbanisé, écologique et connecté? L'atelier a pris pour angle les modes de vie métropolitains, avec toute les extensions que ce mot de métropole induit : le centre, l'agglomération, la région, le grand bassin parisien et au delà ce qui en fait une métropole internationale allant chercher ressources et emplois sur toute la planète. Il attend des participants qu'ils en donnent une vision des transformations territoriales, urbaines et rurales, voulues par leurs découvertes, leurs pensées, leurs désirs du monde où vivre mieux, bien ; de quoi choisir leur destin, dessiner leur avenir, la vie qu'ils veulent mener, pour eux et leurs enfants.

Nous n'avons pas été déçus…

« *Nous avons pris un gros coup de vieux. Qu'a-t-on raté pour que ces jeunes nous en disent autant* ? ». Un membre du jury

B. Délibérations

Le lendemain, en introduction des délibérations, les pilotes redonnent une vision lapidaire du sujet et de la production de l'atelier.

« Ce qui marque, c'est la claque adressée aux plus de 30 ans par la dernière génération à pouvoir encore espérer écarter la menace climatique et qui sera aux commandes demain : ces jeunes n'ont pas confiance.

Leur vision radicale du monde bouscule : le jury que nous sommes d'abord, dans ses responsabilités, ses compétences, ses modes de vie. Il n'est pas le seul : décideurs, concepteurs et habitants le sont aussi. »

Puis un jury, tantôt séduit, tantôt critique, toujours piqué au vif par cette approche par la vie, à long terme, s'est mis au travail. Inégalement prêt à entendre leurs prises de position et leurs idées de solutions, il a été unanimement surpris par la convergence de propos de participants venant des 4 coins de la planète.

Verbatims :

Séduits :

Un souffle d'air frais dans la réflexion enkystée des métropoles
Petites ruptures, effets paradoxaux
8 milliards d'être humains et bientôt 2-3 de plus exercent une énorme pression sur la planète
C'est une entrée en résistance par rapport à l'héritage reçu, une technophobie.
Le bottom-up n'exclut pas une structure pour traiter les défis collectifs

Critiques :

Les solutions alternatives proposées sous-estiment les opportunités métropolitaines
La radicalité des constats m'a marqué ; au point d'être binaire et faire table rase de la complexité.
La possibilité d'imaginer le monde est une vision élitiste du tiers des humains qui en a les moyens
Le bottom-up ne fonctionne qu'à certaines échelles, le quartier, l'animation d'un lieu.
Les métropoles sont débordées par les flux migratoires : 2000 personnes qui arrivent chaque jour ne permettent pas de traiter les problèmes.

En revanche, nous avons fait une société de la possession et de la consommation : c'est une erreur majeure que nous avons faite.
Les modèles proposés sont-ils additifs ou substitutifs ?
Ils ont l'air d'être tantôt avant, tantôt après la rupture. Ce n'est pas clair
Il y a quelque chose de pastoral dans leurs propositions, partagées par plusieurs nationalités.
Si 69% des franciliens veulent quitter la métropole, le reste du monde va s'y précipiter.

Eux et nous :

(Pour eux) la prise en compte du développement durable n'est pas une interrogation : il est acté ; on ne peut plus faire comme avant.
La vision critique des métropoles dont ils émanent est un acte de réflexivité. Et nous, quelle réflexivité, quels impensés de nos modes d'action ?
(Pour eux) Tout ce qui est frontière doit être changé
Dans toutes les cultures, ils n'attendent rien des gouvernants mais d'acteurs citoyens pour agir. Que va-t-on faire de cet objet ? Vivement qu'ils soient aux affaires
Nous sommes dans la recherche du bien-être par la possession alors qu'ils le cherchent dans la générosité, l'entraide.
Ils ont dit, le plus précieux, c'est notre durée de vie
Au moment où on ne parle que robots et intelligence artificielle, ils parlent de temps, de nourriture. Nous pouvons jeter nos smart city, vite.
(Pour eux) la notion de bien être va avec ralentir.

Nous tous, demain :

Allons nous réfléchir à nos territoires de la même manière, demain ?
Leurs propositions d'agir à différentes échelles laissent place à des histoires plurielles.
Que va-t-on en faire ?
(Pour eux) l'humain est au centre, concrètement, par les actes. Nos décisions macro ont-elles assez pensé aux effets micro ?
Je repars avec des questions et des graines : les lieux qui font sens, les lieux de contact/le temps du faire, avec, pour, mais ne faut-il pas s'ouvrir aussi à l'être ? L'importance de l'alimentation mais de son rôle social aussi. La nécessité de relocaliser la gouvernance : ateliers des actions, des savoirs, de l'être ensemble. Quelle place à l'éducation ?
Nous sommes au moment de la remise du rapport Castro ; ce que ces jeunes nous proposent et ce que nous en avons dit est d'une toute autre dimension.
Ils ont demandé comment articuler le bottom up et le top down, avec un minimum de moyens pour traiter les enjeux globaux : l'exemple de Gouzangrez, 70 habitants, dont ils font un cluster moutarde de qualité met autour de la table les 170 maires qui structurent le territoire, qui posent objectifs et moyens de traiter la menace climatique mais aussi les enjeux économiques, sociaux.

C. *Productions de jury et prises de position de participants :*

Au delà du constat de convergence entre les propositions des 4 équipes et de prises de positions variées, le jury a émis trois types de remarques et a entendu quelques réponses ; un début de vision partagée :

- Certaines de ces visions existent déjà, elles sont mises en oeuvre ici ou là, tant en entreprise que dans la vie locale, ce qui signifie que la "graine" d'expérience n'est pas toujours à inventer. « *Alors pourquoi n'allons nous pas aujourd'hui, plus vite et plus loin »* se sont-ils entendus dire ?

- Le terrain dégagé par l'action locale pourrait préparer un lit douillet aux Gafam…. à moins que la prise de conscience de ce qui doit rester, le libre arbitre, ne reprenne le dessus. Au delà des nécessaires règlements européens, et de l'indispensable débat permanent sur les réseaux comme dans les médias, il revient à chacun de prendre conscience et de tirer les conséquences de cet enjeu ultime. « *Comment si ce n'est en repartant des êtres humains? »*

- Considérer le local comme seul moteur de transformation de la société, hors toute intervention de l'action publique serait dangereux, en ce qu'il peut être favorable au progrès des populismes. C'est d'un membre du jury provenant de l'autre côté de l'atlantique que provient cette remarque. Il n'est pas le seul à l'avoir faite. Sur le même thème est avancé le constat de la diversité des moyens des populations à imaginer le monde,-culturels, intellectuels et matériels-, mais aussi une question : « *le modèle proposé est-il additif ou substitutif ?* »
  A l'inverse du tout local, si le mécontentement et la défiance de nos contemporains vis à vis de l'action collective ne sont pas entendus, le risque est tout aussi patent. Les actions modestes proposées sont précisément à portée de chacun tandis que « *les modèles proposés,* dit cette jeune génération*, ne sont ni additifs ni substitutifs mais de transition. »*

  L'articulation des initiatives locales et de la gouvernance globale des territoires apparait bien incontournable, dans un nouvel état d'esprit.

D'ailleurs, à la dernière question du jury : "Comment allez vous faire ?" La réponse du dernier interpellé claque : « *Nous avons besoin de vous tous pour répondre à cette question*. »

IV. Et maintenant, on fait quoi, ensemble ?

Après deux ans de préparation d'une centaine d'experts et un mois de travail en équipes, les 21 jeunes professionnels, de 13 nationalités différentes ont pour le moins adressé un message fort aux élus, professionnels et citoyens qui peuplent la planète.

Leur message, en substance :

"*Nous ne pouvons plus faire confiance à vous, qui êtes aux commandes, à vos modes de fixation des objectifs et à vos modes de travail. Leurs dominantes technocratiques, à forte dose d'ingénierie, mise en oeuvre dans un schéma top-down, sont menées dans l'inconscience de l'extrême urgence des impératifs climatiques.*

Elles laissent de côté les deux entités qui doivent être le coeur même de la démarche : l'humain avec son aspiration au bien-être et la nature, qui est le cadre dans lequel cet humain doit s'inscrire.

Prendre au sérieux ces enjeux bouleverse nos modes de vie.

C'est de la vie commune, à l'échelle locale et d'initiatives de terrain menées en réseaux, que peuvent émerger progressivement cette transformation de nos modes de vie. C'est aussi un chemin pour construire ensemble un sentiment d'appartenance à des territoires à plus grand échelle, jusqu'à l'échelle métropolitaine. Et ce, sans exclure les nécessaires décisions collectives aux différentes échelles de territoire gouvernés. "

Ce message pour le moins carré s'adresse à trois catégories de personnes : élus, entrepreneurs et citoyens qui sont les mêmes parfois, dans 2 voir 3 rôles sociaux.

Les élus et plus généralement les décideurs : en remettant en question les manières contemporaines de réfléchir l'aménagement du territoire, son devenir, en insistant sur la fin d'un modèle de l'aménagement et la nécessité de renouveler ce modèle, de penser changement du métabolisme des territoires, de ceux qui les occupent, de ceux qui gèrent et consomment ses ressources, produisent pour eux et les autres, commercent, importent et exportent personnes, marchandises, connaissances et argent. Avec le cadre nécessaire à la libération positive des énergies locales, l'information utile à l'échelle locale, les dispositions réglementaires et contractuelles adéquates, et les logiques administratives et financières indispensables. La communauté de projets sur des territoires adéquats, spécifiques, coopérants, domine leurs propositions

Les entrepreneurs de tous métiers qui fabriquent le métabolisme de la ville, en choisissent les matières premières et les savoir faire, décident des flux de ressources et d'emploi : matières premières, énergies, ressources humaines, lieux de production et de stockage, modes de transport, commercialisation et déchets mais aussi connaissances et formations, marketing et publicité.
En particulier les urbanistes et autres professionnels de la fabrique de la ville en leur enlevant leurs calques et leurs feutres pour de nouveaux outils d'aménagement : la notion du bonheur à tout le moins du bien être, l'économie du temps, une alimentation saine, des graines de forêt... et l'inverse de la mégalopole et son centre tout puissant. Avec dans la boite à outil des indicateurs de bien-être. Les voilà bien embêté les concepteurs...avec cette injonction à interagir avec ces nouveaux outils, à changer les méthodes de conception, à réinterroger d'urgence les pratiques professionnelles.

Les citoyens qui ne peuvent pas se dispenser d'être présents et acteurs des transformations du territoire de demain. Pas seulement les militants de la chose, toujours les mêmes ; non, toutes et tous, à se parler, à échanger des savoir-faire, à les habiller de neuf surtout s'ils sont méprisés, à entreprendre des projets ensemble, concocter des services, prendre soin de soi et des autres, s'approprier les espaces publics, y vivre, paisiblement.
Sont ils prêt pour endosser le rôle qui leur est attribué ce jour? S'agit t'il d'une utopie élitiste ou d'une réalité à moyen terme? Moyennant quels déclencheurs, quel cadres, quels traitements des enjeux structurels, décidés par ceux que nous mandatons pour vivre bien, ensemble : nos élus ?

36e Atelier de maitrise d'œuvre urbaine
Quelle vie dans les métropoles au 21e siècle ?
Note de synthèse

A la question de la vie dans les métropoles au 21ème siècle, quatre équipes ont proposé quatre réponses :

- L'une s'est penchée sur les temporalités urbaines et sur la manière dont l'évolution du travail influencera les modes de vie dans la métropole du futur.
- Une autre s'est focalisée sur l'alimentation et la production agricole au sein de la région métropolitaine en proposant de nouveaux modèles.
- La diversité des territoires et des populations était une troisième approche en proposant une activation de lieux et évènements festifs permettant de créer du lien social et changer nos modes de vie dans l'échange.
- Enfin une dernière équipe s'est intéressée à la valorisation et la complémentarité des territoires sans dépendance à la capitale.

Des métropolitains issus de la Ville Monde à la recherche du bien être dans l'ancrage local

Les jeunes professionnels qui ont répondu présents vivent et expérimentent au quotidien les potentiels multiples de la Ville Monde : un syrien vivant à Tokyo, un français résidant à Montréal… Au total treize nationalités qui s'accordent sur un message commun, celui de l'urgence de revenir au local, au respect de la nature, au bien être, au ralentissement des rythmes effrénés…
Pendant que la société contemporaine recherche sans cesse le bien être dans la possession, ils posent le principe du bien être de l'individu.

Si à première vue, on peut y entrevoir une uniformisation des modes de pensées métropolitains, ils rappellent en préambule : *« il y a autant de façon de vivre la métropole que de gens qui y habitent* ».

Engagés dans un travail collaboratif, cette vingtaine de participants qui ont consacré bénévolement plusieurs semaines au dessin d'une métropole vivable pour les générations futures, entrent en résistance par rapport à l'asphyxie de l'héritage reçu. Ils posent les principes de la mise en place d'initiatives en réseaux qui constitueront la structure de la métropole de demain.

Le défi énoncé par tant de diversité est sans conteste un sujet mondial. Si les réponses semblent devoir être trouvées dans la sphère locale, les participants ne se cachent pas les limites de l'exercice et de ses effets paradoxaux : la somme des intérêts de chacun vaut-elle pour l'intérêt général ? Clairement non, écrivent-ils, les autorités aussi doivent être à la hauteur des enjeux.

Le chamboule-tout des acteurs, à chaque niveau un défi majeur

Ces postures radicales ont bousculé… Elles ont généré dans le jury de nombreuses interrogations. En effet, les réponses défient chaque catégorie de la société : les décideurs, les entreprises et les concepteurs, les habitants !
Pour faire germer la transformation, les participants sèment des graines au creux de chaque faille du quotidien tant matérielle,-lieux de travail, mode de déplacements, de production, d'alimentation-, qu'immatérielle,-répartition de temps, richesse et nouvelle structure de l'économie, gouvernance-.

Une remise en question des décideurs dans la gestion des métropoles *:*

« *Tout ce qui ne répond pas au fait de mettre les besoins fondamentaux du citoyen au centre doit être changé* ».

En substance le message est le suivant :

- L'autorité publique se doit d'être bienveillante et facilitatrice en assurant la cohérence et l'inclusion qui permettent la mise en place de modèles économiques et sociaux viables et durables à toutes les échelles.

- La métropole du 21éme siècle se doit d'encadrer l'évolution du monde du travail qu'il soit « présentiel » ou « distanciel » et anticiper le renouvellement des nombreuses friches tertiaires et commerciales qui seront les premières impactées.
- Les décideurs doivent faciliter et cadrer la transition écologique et économique en allant jusqu'à s'interroger sur l'évolution du statut de la propriété. Sous forme de manifeste, les participants demandent par exemple un accompagnement ferme de la transformation des modèles de l'agriculture,-propriété des sols distincte des son usage, encadré, comprise-, en incluant dans l'équation tous les acteurs, du petit producteur au grand distributeur.

Une injonction à changer les méthodes de conception et l'économie des entreprises :

La nouvelle génération à une approche très différente de celle du plan d'aménagement. Même si les grands ouvrages d'infrastructures seront toujours nécessaires à la structure générale, l'ingénierie a changé de nature : c'est dans la mise en place de scénarii évolutifs basés sur des actions en réseaux que la métropole de demain se dessine.

Si les concepteurs actuels ont déjà intégré la nécessité de passer du lieu à l'usage, ils le font toujours à l'aide de dessins. Les participants accélèrent le processus… Face aux défis des deux grandes révolutions contemporaines que sont le choc climatique et les ruptures technologiques, ils mettent en place de nouveaux outils : la notion de bonheur et de lien social, l'économie du temps et la proximité, une alimentation saine attentive à la biodiversité, une économie circulaire écartant la menace climatique …

Ils ont une approche par les réalités vécues, qui transforme la notion de limites et créée de nouvelles représentations spatio-temporelles des territoires. La communauté de projet y est en bonne place.

Un appel à la mobilisation citoyenne des habitants, entrepreneurs et élus locaux :

Selon ces principes, les citoyens ne peuvent se dispenser d'être présents, d'être acteurs de la transformation des territoires, comme habitants, entrepreneurs ou élus locaux. Dans les propositions, tous sont concernés, ils sont tous invités à construire, à échanger des savoir-faire, à transformer leurs emplois du temps, à prendre soin des autres, à s'approprier les espaces publics, à ralentir, à consommer moins d'énergie, dans un cadre impératif, celui de la préservation du climat.

Le top down a fait la démonstration de ses limites. Il est urgent de repartir du bas, pour converger. S'agit-il d'une utopie élitiste ou d'une réalité possible à moyen terme ?

Une génération de rupture ou de transition ?

L'énoncé de l'atelier poussait les participants à proposer une vision prospective, une réponse à 20/30 ans, voire plus loin.

« Certaines de ces visions existent déjà, elles sont mises en œuvre ici ou là, dit le jury*… Alors pourquoi n'allons-nous pas aujourd'hui plus vite et plus loin dans la transformation* répondent-ils *? Pourquoi nos métropoles nous semblent elles de plus en plus invivables chaque jour ?* »

A la question, « *vos modèles sont-ils additifs ou substitutifs ?* » Les participants répondent que « *les modèles qu'ils proposent ne sont ni additifs, ni substitutif mais de transition* ». Cette question reste la principale ouverture de la session :

- Quels seront les leviers qui soulèveront assez tôt, les décideurs, les concepteurs et les citoyens pour engager les mutations nécessaires ?
- Attendons-nous le point de non-retour, le choc climatique, le soulèvement révolutionnaire, pour réagir et mettre en place de nouveaux modèles ?
- Par quoi faut-il commencer ?
- Quels déclencheurs, quels cadres, quels traitements des enjeux structurels et locaux faut-il urgemment mettre en place pour se diriger vers un mode de vie métropolitain,-campagne incluse-, durable ?